

**F. R. O.**

**Bureau régional pour l'Afrique  
AGRA (GHANA)  
N° IL 3/805**

**059140.NEWS.**

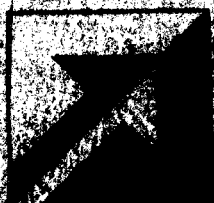
**Organisation pour la  
mise en valeur de la  
vallée du fleuve Sénégal  
(dakar Sénégal)**

*Organisation pour la mise en valeur  
du Fleuve Sénégal (OVSF)  
Haut Commissariat  
Centre Régional de Documentation  
Séoul - Louis*

**ETUDE RELATIVE AU PROJET  
DE RECHERCHE ACTION SUR DE  
NOUVELLES STRATEGIES DE  
DEVELOPPEMENT RURAL DANS  
LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL  
en République du Sénégal**

**PHASE I - IDENTIFICATION DU PROJET PILOTE DE  
BOKILADJ (Arrondissement de BEMBE  
Département de MATAM)**

**T O M E I  
rapport principal**





F.N.O

Bureau Regional pour l'Afrique  
ACCRA (GHANA)  
Réf. IL 3/605

09946 O.M.V.S.

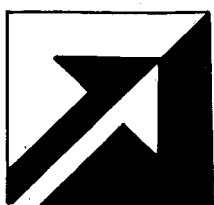
**organisation pour la  
mise en valeur de la  
vallée du fleuve sénégal  
(dakar sénégal)**

*Organisation pour la Mise en valeur  
du Fleuve Senegal (OMVS)  
Haut Commissariat  
Centre Régional de Documentation  
Saint-Louis*

**ETUDE RELATIVE AU PROJET  
DE RECHERCHE.ACTION SUR DE  
NOUVELLES STRATEGIES DE  
DEVELOPPEMENT RURAL DANS  
LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL  
en République du Sénégal**

**PHASE I - IDENTIFICATION DU PROJET PILOTE DE  
BOKILADJI (Arrondissement de SEMME  
Département de MATAM)**

**T O M E I  
rapport principal**



09942

RAPPORT PRINCIPAL

Organisation pour la Mise en Valeur  
du Fleuve Sénégal (OMVS)  
Haut Commissariat  
Centre Régional de Documentation  
Saint-Louis

0 - LIMINAIRE

0/1 - Les objectifs de l'étude .....	1
0/2 - Les termes de référence .....	2
0/3 - L'organisation de l'étude .....	2

CHAPITRE I - LE CHOIX DE LA ZONE

1/1 - Le choix du site .....	5
1/2 - La proposition de la zone du projet .....	6
1/3 - La sanction de la proposition de zone par les populations .....	6
1/4 - La carte de la zone .....	8

CHAPITRE II - L'IDENTIFICATION DU PROJET

2/1 - L'enquête socio-économique .....	10
2-1/1 - L'information sur l'enquête .....	10
2-1/2 - Le déroulement de l'enquête .....	11
2/2 - La physionomie de la zone .....	13
2-2/1 - La carte des infrastructures et des structures .....	14
2-2/2 - Les caractéristiques de la zone .....	15
2-2/3 - Les structures d'encadrement à la base .....	33
2-2/4 - Les structures populaires .....	36
2/3 - Les contraintes .....	46
2-3/1 - Les contraintes démographiques .....	47
2-3/2 - Les contraintes au niveau des infrastructures ..	47
2-3/3 - Les contraintes au niveau de l'encadrement .....	48
2-3/4 - Les contraintes agraires .....	48
2-3/5 - Les contraintes sociologiques .....	48
2-3/6 - Les contraintes au niveau des activités rurales ..	50
2-3/7 - Les contraintes au niveau de la migration .....	53
2-3/8 - Les contraintes au niveau de l'économie rurale et des investissements .....	53

.../...

2/4 - Les potentialités .....	55
2-4/1 - Les potentialités d'aménagements hydro-agricoles .....	56
2-4/2 - Les potentialités en eau et pâturages .....	59
2-4/3 - Les possibilités au plan institutionnel .....	61
2-4/4 - Les possibilités au plan financier .....	64
2-4/5 - L'aide extérieure .....	65
2/5 - Les besoins, idées de projets .....	67
2-5/1 - Les idées de projet par secteur et sous zone ...	69
2-5/2 - Les besoins par village .....	71
2/6 - Organisations d'assistance gouvernementales et non gouver- nementales .....	76
2-6/1 - Institutions d'assistance gouvernementales .....	78
2-6/2 - Organisations d'assistance non gouvernementales et autres .....	79

### CHAPITRE III - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

3/1 - Conclusions de l'étude d'identification (phase I) .....	81
3-1/1 - Les axes d'intervention en vue du développement .....	81
3-1/2 - Les points stratégiques de développement .....	83
3/2 - Recommandations pour l'étude d'application (phase II) ..	87
3-2/1 - L'association effective des efforts Population - Etat - Organismes de Coopération .....	88
3-2/2 - Le projet local de développement .....	88
3-2/3 - Les écueils à éviter .....	89
3-2/4 - Pour l'étude d'application .....	91

A N N E X E S

RP1 - Fiche Population .....	96
RP2 - Fiche Emigration .....	97
RP3 - Répertoire des terrains et points d'eau .....	99
RP4 - Expérience des CUMA (Région du Fleuve) .....	110
RP5 - Expérience de projets intégrés à la base (Région du Sénégal- Oriental) .....	120
<u>BIBLIOGRAPHIE</u> .....	123

1

0 - LIMINAIRE

0/1 - LES OBJECTIFS DE L'ETUDE

Par lettre d'accord du 9 décembre 1983, le Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique à Accra (Ghana) a confié à la Société Nouvelle des Etudes de Développement en Afrique à Dakar, (Sénégal) un mandat de consultation\* dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence Mondiale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CMRADR) qui vise à éradiquer progressivement la pauvreté en milieu rural.

Le projet qui sera élaboré doit contribuer au développement d'une zone rurale pilote choisie dans la rive sénégalaise du Bassin du Fleuve Sénégal. Il doit être réalisé grâce à la participation active et responsable des populations intéressées avec l'appui d'une assistance technique compétente.

D'une part, il s'agit de définir un programme d'actions en réponse aux besoins prioritaires exprimés par les groupes-cibles, en adéquation avec les potentialités du milieu et les possibilités de participation réelles des populations de la zone pilote.

D'autre part, il s'agit de poser des hypothèses d'une recherche-action qui permet l'approche et la maîtrise de processus et formes de participation populaire, capables d'assurer l'auto-développement de la communauté participante.

Enfin, cette participation s'inscrit dans la perspective de l'édification d'un modèle de développement endogène, qui permettrait aux populations locales de tirer le meilleur profit des potentialités du bassin du Fleuve Sénégal, au moment de la mise en service des barrages de DIAMA et de MANANTALI.

---

\*Le Consultant est Monsieur Mbaye DIAO, Sociologue, Directeur du Département des Etudes générales.

## 0/2 - LES TERMES DE REFERENCE

Les tâches contenues dans les termes de mandat du 5/12/83 définis par la FAO sont les suivantes :

- a) identifier les institutions gouvernementales et non gouvernementales pouvant apporter une contribution à la réalisation du projet ;
- b) aider les institutions nationales dans le choix de la zone pilote suivant les critères définis par la FAO ;
- c) mener une enquête légère sur les besoins socio-économiques de la zone en tenant compte de tous les aspects du développement ;
- d) proposer des idées de projet de développement en fonction des besoins exprimés par les populations ;
- e) orienter l'application du projet sur la base des résultats de l'enquête socio-économique.

## 0/3 - ORGANISATION DE L'ETUDE

Compte tenu de la nature du projet et du temps imparti pour son étude (1 mois ouvré), il s'avère nécessaire de préparer le projet en deux phases : l'une d'identification (actuelle) et l'autre d'application (ultérieure).

1 - La première étape est consacrée à la préparation du programme de travail, au choix de la zone et à l'enquête pour le recueil des données de base à travers le système social, l'éco-système et les systèmes de production en vue d'une bonne connaissance de la zone.

2 - La deuxième étape a consisté à établir, par l'analyse, le diagnostic de la situation actuelle de la zone en vue :

- de déterminer les caractéristiques, les contraintes et les potentialités du milieu dans les différents secteurs ;
- de recenser les besoins exprimés par les différents groupes sociaux dans les sous-zones et de formuler les idées de projet qui répondent à ces desideratas ;



- d'inventorier les structures et les ressources locales ainsi que les organisations d'appui susceptibles de participer à la réalisation du projet.

3 - La troisième étape est réservée aux conclusions de la phase d'identification et aux recommandations pour la seconde phase d'études nécessaires pour préparer une application du projet dans un sens conforme à la problématique de la participation populaire paysanne à la base.

CHAPITRE I

CHOIX DE LA ZONE

## CHAPITRE I - LA ZONE DU PROJET : METHODOLOGIE DE CHOIX

### LE PROCESSUS DU CHOIX DE LA ZONE

Au sujet du choix de la zone du projet, en collaboration avec le coordinateur OMVS de l'étude, le consultant a travaillé avec la SAED et rencontré le Gouverneur de Région (du 21 au 23/02/84).

Ensuite, accompagné des cadres de l'OMVS et de la SAED, le consultant a tenu des séances de travail, d'une part avec les autorités locales\*, et d'autre part avec le conseil rural de la communauté rurale de Bokiladji élargi à certains délégués de village (du 24 au 26/02/84).

#### 1/1 - PREMIER TEMPS : LE CHOIX DU SITE

Il existe dans la région du Fleuve beaucoup de projets de développement initiés par la SAED, le Développement Social ou les Populations et dont la plupart sont appuyés par l'OMVS, des ONG ou des organismes d'aide bilatérale et multilatérale. Mais en majorité ces projets sont concentrés dans les départements de Dagana (Grands Périmètres, mécanisation agricole, plantation irriguée, pisciculture, etc ...) et de Podor (Grand Périmètre, Galenka, mécanisation agricole, Projet intégré de Podor dans les petits périmètres, foresterie rurale dans la zone sylvo pastorale, etc ...)

Il apparaît que le Département de Matam, en raison de son éloignement, accueille très peu de projets. A l'heure actuelle, la Caisse Centrale et le FAC sont les principaux organismes d'assistance qui interviennent dans le Département de Matam essentiellement dans le cadre des Périmètres irrigués villageois.

C'est dans le souci d'éviter de grandes disparités socio-économiques entre les milieux, de favoriser le rééquilibrage et l'harmonisation du développement rural au niveau régional, que la SAED a recommandé l'arrondissement de SEMME (Département de Matam) comme SITE dans lequel pourrait

---

\* L'Adjoint au Préfet de Matam et le Sous-préfet de Semmé.

s'effectuer le choix de la zone du projet, en concertation avec les responsables locaux.

#### 1/2 - DEUXIEME TEMPS : LA PROPOSITION DE LA ZONE DU PROJET

En tenant compte des critères de choix énoncés par la FAO, l'on a estimé que toutes les populations de la Région du Bassin du Fleuve Sénégal se trouvent dans un état de pauvreté relative. Cependant, il existe des zones défavorisées au point de vue des équipements, de l'encadrement et des projets de développement. Il a été tenu compte de cette situation particulière.

Par ailleurs, l'on a privilégié le critère de l'existence de potentialités dont la mise en valeur pourrait favoriser le développement des possibilités de participation populaire au projet et l'amélioration significative du niveau de vie des populations et du cheptel.

C'est ainsi que la communauté rurale de Bokiladji, zone périphérique située à la frontière de Bakel, sous équipée, moins encadrée et enclavée pendant la saison d'hivernage, a été proposée comme cadre-test du projet par les autorités administratives.

#### 1/3 - TROISIEME TEMPS : LA SANCTION DE LA PROPOSITION DE ZONE PAR LES POPULATIONS

Nous avons estimé que le processus de participation populaire à un projet commence par l'enquête-participation.

Cette démarche impliquait :

- que devant les populations d'abord le projet soit expliqué et la proposition de zone motivée ;
- qu'ensuite le choix de la zone proposée soit validé et exprimée la volonté de participer au projet, par les représentants des populations.

Dans ce sens, un accord formel a été obtenu à deux niveaux :

- d'abord au niveau de la communauté rurale, par la voix des conseillers ruraux présents à la réunion de prise de contact et d'information tenue à Bokiladji le 24 février 1984 ;
- ensuite au niveau des villages par l'intermédiaire de leurs délégués (hommes adultes, femmes, jeunes) qui ont participé aux réunions d'information sur le projet, réunions qui ont en même temps permis la diffusion du calendrier des enquêtes collectives villageoises.

LA CARTE DE LA ZONE

(cf. A N N E X E)

## CHAPITRE II

### L'IDENTIFICATION DE LA ZONE

## 2/1 - L'ENQUETE SOCIO-ECONOMIQUE

### 2-1/1 - L'information sur l'enquête

Face aux conseillers ruraux et aux délégués de village, les objectifs du projet et les buts de l'enquête ont été définis (cf 01 à 05).

Après cette introduction, les représentants des populations ont eux-mêmes :

- défini les trois sous zones de la communauté rurale
- fixé les lieux de rencontre dans chaque sous zone
- désigné les villages devant se réunir ensemble dans le lieu indiqué.

Nous avons seulement ajouté que le projet intéressant toute la communauté, il était souhaitable que les femmes et les jeunes participent à l'enquête pour exprimer eux-mêmes directement leurs problèmes et leurs besoins.

L'enquête semi-directive, effectuée à l'aide de guides d'entretien a donc touché trois groupes sociaux :

- le groupe des adultes que nous avons interviewé nous-mêmes ;
- les groupes de femmes et de jeunes successivement pris en charge par le superviseur<sup>\*</sup> ;
- les différents villages réunis ensemble passant à tour de rôle rubrique après rubrique.

---

<sup>\*</sup>Monsieur Samba NIANG, Superviseur d'enquête à la SONED.



## 2-1/2 - Le déroulement de l'enquête

L'enquête s'est déroulée du 27 février au 3 mars 1984. Elle a touché 27 villages (sur 31 villages de la communauté rurale) réunis dans 6 villages avec la participation de 167 hommes adultes (de 27 villages), 121 femmes (de 10 villages) et 48 jeunes (de 4 villages).

La mission a poursuivi ses investigations auprès des Services techniques de développement rural de Matam (SAED, Assistant départemental des CER, Agriculture, Eaux et Forêts, Elevage) et tenu une séance de synthèse avec le Préfet de Matam (le 5 mars 1984).

Sur le chemin du retour, la mission a visité les expériences de Coopératives pour l'Utilisation en Commun de Matériel Agricole (C.U.M.A.) en tenant des séances de travail respectivement avec les Présidents de CUMA de Guédé, Nianga et Ndombo-Thiago (du 6 au 7/03/84).

Le 9 mars 1984, la mission a tenu une réunion de synthèse avec l'équipe de la DPA de la SAED, et avec le Coordinateur OMVS le 14/03/84.

Villages et populations enquêtés

		27 villages	27	10	4		
Villages de contact Date de réunion	Sous zones	Villages représentés à la réunion par nombre	Adultes hommes	Femmes	Jeunes	Ethnie dominante*	Observations
Lobali 25 février 1984 Dembancané 28 février 1984	Dandé mayo	Lobali Adabéré Dembancané Verma	15 5 20 1	20 6 8 0	0 0 7 0	T S S S	Faible représentation des jeunes
Bokiladji 29 février 1984  Yacine Lake 1er mars 1984	Diéri	Bokiladji Fadiar Sinthiou Fadiar  Yacine Lake Thianiaf Bondji Ndioby Bondji Wali Wali diala	12 4 2  15 3 4 3 2	15 2 0  25 2 0 0 0	18 0 0  16 0 0 0 0	S S T  T T T T T	Faible représentation des femmes et très faible représentation des jeunes Level Bali (Absent) (15 h) T
Gaoudé Boffé 2 mars 1984        Babangol 3 mars 1984	Lavré	Gaoudé Boffé Alana Gourel Guéda Thiavolel Ourou Mboulel Ouro Silla maka Tata bathily Kawal Gaoudé Wambabé Babangol Appé Diaoubé Appé Ranghabé Appé Sakhobé Ganguel Maka Ganguel M. Demba	15 4 3 4 5 2 3 6 3 16 5 3 2 6 4	22 0 0 0 0 0 0 0 0 18 0 3 0 0 0	7 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	T T T T T S T T T T T T T T T	Boulibana (Absent) (5 gh.) T S. Demba (Absent) (34 h.) T Très faible représentation des jeunes et des femmes A. Dialloubé (Abst) (16 h.) T
Nombre de délégués présents .....			167	121	48		

\* T = Toucouleur ; S = Sarakolé

## 2/2 - LA PHYSIONOMIE DE LA ZONE

### INTRODUCTION

La zone du projet correspond à la communauté rurale de Bokiladji, entité socio-administrative institutionnalisée. Elle constitue un cadre socialement représentatif, écologiquement cohérent et économiquement complémentaire. Elle est apte pour porter un projet de développement économique et social intégré.

En effet, le choix de la communauté rurale comme cadre de projet, répond au Sénégal à une stratégie de développement qui s'inscrit :

- d'une part, dans l'option socio-politique visant la décentralisation de l'Administration locale par la création des conseils ruraux qui délibèrent sur les affaires locales ;

- d'autre part, l'option socio-économique visant le développement à la base grâce à la mise en place de budgets communautaires consacrés à la réalisation de projets locaux répondant aux besoins des populations rurales.

Le diagnostic de la situation actuelle de la zone porte successivement sur :

- les caractéristiques géographiques, écologiques, socio-historiques, démographiques, sociologiques et foncières ;
- les infrastructures et les structures d'encadrement à la base ;
- les structures populaires villageoises et intervillageoises ;
- les activités rurales et la migration économique ;
- les contraintes et les potentialités.

En effet, l'appréciation de la pertinence des besoins socio-économiques implique la connaissance profonde de la situation actuelle de la zone dans tous les domaines et dans tous ses aspects. C'est dans ce contexte que s'inscriront les projets et les possibilités de développement de même que les conditions de la participation des populations rurales à la gestion de leurs propres affaires.

2-2/1 - La carte des équipements et des structures  
(cf. A N N E X E)

## 2-2/2 - Les caractéristiques de la zone

### 2-2-2/1 - Les caractéristiques géographiques

La communauté rurale de Bokiladji est comprise dans l'arrondissement de Semmé, département de Matam. Elle est limitée à l'Est par le Fleuve Sénégal et à la Mauritanie ; au Sud par le département de Bakel, région du Sénégal-Oriental ; au Nord Ouest par les communautés rurales de Orkadiéré et de Semmé.

Elle a une superficie de 622 km<sup>2</sup> et comptait 12 673 habitants lors du recensement administratif de 1982 : soit une densité de 20 habitants au km<sup>2</sup>.

Bokiladji, son chef-lieu, est implanté au bord de la route nationale bitumée Ourosogui-Bakel. Il est situé à 115 km de Matam, à 40 km de Semmé et à 45 km de Bakel.

### 2-2-2/2 - Les caractéristiques écologiques

La zone <sup>du</sup>projet comprend trois sous zones écologiques qui appartiennent respectivement à des zones écologiques plus vastes : le Walo, le Diéri et le Ferlo.

1 - La sous zone du Dandemayo : une frange territoriale riveraine du Fleuve Sénégal (Walo).

2 - La sous zone du Lavré ou haut Diéri : enserrée entre le Diéri et la zone sylvo-pastorale (Ferlo).

3 - La sous zone du Diéri, entre les deux sous zones précitées, a la possibilité d'accès aussi bien au Walo qu'au Ferlo.

### 2-2-2/3 - Les caractéristiques socio-historiques

Les fondateurs de villages de la zone, selon nos informations seraient en majorité originaires d'autres régions du Sénégal : 10 du Ferlo, 8 du Fouta, 2 du Djolof et 2 du Boundou. Seuls quatre villages sur 26 enquêtés sont créés par des pionniers venus du Mali.

## 2-2-2-3/1 - Origine déclarée des fondateurs -

Tableau n° 1

Sous-zones	S E N E G A L				Mali	Total
	Djolof	Fouta	Ferlo	Boundou		
Dandemayo	Adabéré	Verma Dembancané			Lobaly	4
Dieri (1)		Sir+hiou Fa diar Yacine Laké Thianiaf			Fadiar Bokiladji	5
Lavré (2)	Alana	Kawal Appé Sakho- bé Ganguel M. Demba	Gaoudé Bofé Bondji Wali Bondji Ndiobo Walidiala Thiavalol Gourel Gueda Ouro Mboulel Babangol Ganguel Maka Appé Diaoubé	Wambabé Ranghabé	Syllamaka	17
Total	2	8	10	2	4	
	22				4	26

Enquête : SONED, février/mars 1984

La plupart des villages ignorent la véritable localité d'origine de leur fondateur. C'est le cas notamment de Verma et Dembancané soninké qui ne connaissent que leur dernier village de transit : Orkadiéré.

(1) 2 villages non enquêtés : Sinthiou Demba, Level Bali.

(2) 2 villages non enquêtés : Appé Dialloubé et Bouli bani

1 ne sait pas : Tata bathily.

En effet, avant de créer un hameau puis/ou un village le futur fondateur s'installe d'abord dans un village-hôte pendant 1 à 3 ans, prospecte durant ce temps un emplacement favorable à l'implantation d'un établissement humain. Les principaux villages de transit sont : Bokidiavé et Orkadière au Fouta, Ndiot et Patoki au Ferlo, Babangol au Lawré et Fadiar au Diéri pour les Sarakolé.

Aussi, nombre d'habitants de la zone ont quitté soit pour s'installer dans un autre village, soit pour en créer notamment en Mauritanie.

2-2-2-3/2 - L'ancienneté des villages -

Tableau n° 2

Sous-zones	Moins de 50 ans	De 50 à moins de 100 ans	De 100 à 299 ans	De 300 à 500 ans	Ne sait pas & non enquêtés	Total
Dandemayo .....	0	0	0	4	0	4
Diéri .....	1	-	2	2	2	7
Lawré .....	1	3	7	-	9	20
Total .....	2	3	9	6	11	31

Enquête SONED Février/mars 1984

Les 2/3 des villages connaissent approximativement l'âge de leur établissement. Tous se sont implantés avant l'indépendance, les 3/4 ont entre 1 et 5 siècles et le quart a moins de 100 ans d'existence.

Les villages du Dandémayo sont plus anciens (en moyenne 4 siècles), suivis de ceux du Diéri (2,5 siècles excepté Sinthiou Fadiar qui a 48 ans). Enfin, les villages du Lawré se sont récemment implantés dans la zone il y a en moyenne un siècle, quatre villages ayant moins de 100 ans.

### 2-2-2/4 - Les caractéristiques démographiques

Dans la zone d'étude, la population totale présente dénombrée par le dernier recensement administratif en 1982 s'élève à 12 673 habitants. Mais comme on le sait, les chiffres de ce recensement établi à des fins fiscales ne sont ni actuels ni fiables. Nous nous référerons à d'autres sources pour opérer des redressements dans la mesure du possible.

#### 2-2-2-4/1 - La population totale - Tableau n° 3

Structure par âge, sexe, ethnie/taille villages et carrés

Sous-zones	Villages	Carrés	Population					Groupes ethniques		Taille moyenne	
			0 - 14 ans		15-55 ans & +		Totale	Sarakolé	Toucouleur	Village	Carré
			Garçon	Filles	Hommes	Femmes					
Dandemayo %	4 13	216 32	1 107	981	1 633	1 619	5 340 42	4 181 78	1 159 22	1 335	24,7
Diéri %	7 22,5	197 30	700	542	872	920	3 034 24	1 263 42	1 771 58	433	15,4
Lawré %	20 64,5	252 38	960	680	1 381	1 278	4 299 34	29 0,6	4 270 99,4	215	17
Total %	31	665	2 767	2 203	3 886	3 817	12 673	5 473	7 200	409	19
			4 970		7 703						
			32		68						
								43	57		

Source : Recensement administratif 1982, sous préfecture de Semmé

#### 2-2-2-4/2 - Les groupes ethno-linguistiques

Le peuplement de la zone est composée de deux principaux groupes ethno-linguistiques : les sarakolés 43 % et les toucouleurs 56 % et des minorités marginales de wolof et bambara disséminés dans les gros villages.



Les sarakolé et les toucouleur appartiennent respectivement aux groupes linguistiques SONINKE et HAL POULAR. Ils sont tous généralement bilingues.

La répartition par sous zone est la suivante :

- le Dandémayo compte 5 340 habitants dont 78 % de Sarakolé et 22 % de toucouleur d'origine peul ;
- le Diéri abrite 3 034 personnes dont 58 % de toucouleur et 42 % de Sarakolé ;
- le Lawré est peuplé de 4 299 âmes presque entièrement toucouleur 99,4 (avec 2 carrés sarakolé).

#### 2-2-2-4/3 - La répartition par sexe et par âge

Sur une population totale de 12 673 habitants :

- 52,5 % sont de sexe masculin, soit 6 653 personnes ainsi réparties : 2 767 âgées de 0 à 14 ans et 3 886 de 15 à plus de 55 ans ;
- 47,5 % sont de sexe féminin, soit 6 020 personnes ainsi réparties : 2 203 âgées de 0 à 14 ans et 3 817 de 15 à plus de 55 ans.

Deux remarques s'imposent :

- 1 - le rapport de masculinité est 110,5 hommes pour 100 femmes ;
  - 2 - sur 100 personnes, 32 seulement sont âgées de moins de 15 ans.
- Ces deux cas apparaissent comme des anomalies dans la mesure où au Sénégal le sexe ratio a toujours établi la supériorité du nombre de femmes sur celui des hommes. Il ne devrait pas en être autrement dans cette zone où l'émigration des hommes âgés de plus de 15 ans est très importante.

#### 2-2-2-4/4 - La densité démographique et la taille des villages

Pour l'ensemble de la zone, la densité est relativement élevée, 20 habitants au km<sup>2</sup> alors qu'elle est de 14,6 dans l'arrondissement de Semmé et de 6 dans le département de Matam en raison des vastes étendues peu peuplées du Diéri et du Ferlo.

Cependant, dans la région du Fleuve, on rencontre des densités de 80 à 120 habitants au km<sup>2</sup> dans le Walo, 20 à 50 dans le Diéri, tandis que dans le Ferlo, on compte à peine 2 habitants au km<sup>2</sup>.

Ce qui peut être le cas dans la zone d'étude où

- le Dandémayo, avec 4 villages, compte 42 % de la population : soit 1 335 habitants en moyenne par village (contre 410 en moyenne pour l'ensemble de la zone) ;
- le Diéri, avec 7 villages, abrite 24 % de la population : 433 habitants en moyenne par village ;
- le Lawré, avec 21 villages (près des 2/8 des villages de la zone) groupe seulement 34 % de la population : 215 habitants en moyenne par village. Dix villages sont en dessous de cette moyenne.

#### 2-2-2-4/5 - Le redressement des effectifs de population

Il est admis que le recensement administratif de la population sous estime généralement le nombre des habitants des circonscriptions administratives. De ce fait, l'on procède souvent à la correction par la méthode du comptage (sondage rapide). D'après l'enquête "Hydraulique villageoise Nord-Sénégal"(1) dans l'arrondissement de Semmé :

- d'une part le rapport de masculinité est de 86 hommes pour 100 femmes ;
- d'autre part, la structure par âge montre que sur 100 personne 46 n'ont pas encore 15 ans.

Aussi en 1981 dans le cadre de l'étude dite "Rive Gauche du Fleuve Sénégal" (2) un sondage démographique par comptage a permis de dénombrer dans l'arrondissement de Semmé 38 310 habitants alors que le recensement administratif de la même année a trouvé 33 718 dont 9 435 pour la communauté rurale de Bokeladji. Soit une différence de 4 592 où une sous estimation de l'ordre de 13,6 %.

(1) Etude SONED/BRGM - 1982

(2) Etude GERSAR - 1982

Si l'on applique ce taux à la population de la zone, la population totale redressée s'élèverait en 1982 à 14 396 habitants résultat de

$$\frac{(12\,673 \times 13,6)}{100} = 1\,273 + 12\,673$$

#### 2-2-2/5 - Les caractéristiques foncières

##### 2-2-2-5/1 - L'identification des terroirs

L'on a beaucoup écrit sur les problèmes fonciers dans la région du Fleuve, au point qu'il n'est pas utile de répéter la genèse du système foncier coutumier de sa moyenne vallée.

Mais plutôt, il est important de noter que dans le cadre de la zone du projet, les populations disposent pour leurs activités

- des terres Walo sises au Sénégal, en Mauritanie et au Sénégal-Oriental (contrée de Moudérie) ;
- de terres Diéri et celles de Haut diéri en partie localisées dans la zone sylvo-pastorale.

Nous avons procédé à l'inventaire de l'ensemble des terrains de culture et des points d'eau de surface et des zones de paturage afin de dresser un répertoire toponymique pour chaque village de la communauté rurale de Bokiladji.\*

En effet, dans la zone tous ces éléments sont généralement identifiés en "lieux dits". Ainsi, la toponymie des terrains ancestraux sert de "pièce d'enregistrement" aux paysans détenteurs pour authentifier leurs droits fonciers coutumiers connus et reconnus par les communautés paysannes de la contrée.

Aussi, nous avons dénombré de façon approximative les familles ayant des terres en Mauritanie et les familles sans terre, une opération qui n'est pas facile à faire en raison même de l'existence de la loi sur le domaine national face au régime foncier traditionnel. Car en fait, dans la zone, c'est



B) Villages et familles de la zone détenteurs de  
terres en Mauritanie et au Sénégal-Oriental

(Suite)

Dandemayo ....								
Dembancané ...	79	-	+	+		49	1 517	62
Verma .....	12	+	+	-		1	24	8,3
Adébéré .....	73	-	+	-		2	36	2,7
Lobaly .....	52	-	+	+		12	269	23
	<u>216</u>	1	4	2		<u>64</u>	1 846	<u>30</u>
Diéri								
Bokiladji ....	60	-	+	-		1		
Thianiaf* ....	26	*	*	-		Non déclaré		

Enquête : SONED, février/mars 1984

2-2-2-5/3 - La répartition des terres walo  
entre les villages

La lecture du tableau montre que dans le Dandémayo, les 4 villages disposent tous au Sénégal de terres Fondé et trois ont des terres Kollangal.

Dans le Diéri, seuls trois villages exploitent des terres Kollangal et deux des terres Fondé.

Dans toute la zone, aucun village ne possède des terres Falo, en raison même de la configuration du rivage.

Le tableau n° 4 révèle également que dans le Dandémayo, les 4 villages disposent tous en Mauritanie de terres Kollangal, deux ont des terres Fondé (Dembancané et Lobaly) et un seul y possède des terres Falo (Verma).

Dans le Diéri, seule une famille de Bokiladji (celle du chef) dispose de terres Kollangal en Mauritanie, tandis que seul le village de Thianiaf déclare avoir des terres Falo et Kollangal dans la zone de Moudéri (département de Bakel, région du Sénégal-Oriental).

Dans le Lawré (Haut Diéri), deux villages (Gawdé Bofé et Alana) exploitent sur le Kollangal sénégalais de Yacine Laké (un village du Diéri).

2-2-2-5/4 - La répartition des terres walo  
entre les familles

Dans le Dandémayo, s'agissant de la répartition des terres entre les familles, l'on constate que 63,5 % des carrés se partagent les terres de la sous zone.

Si à Adabéré, près de 92 % des familles sont détentrices de terres, par contre à Verma comme à Lobaly, le tiers environ de la population dispose de droits fonciers familiaux.

Alors que Dembanané, village le plus peuplé de la sous zone (avec 79 carrés et 2 447 habitants) n'a pas déclaré la répartition des droits fonciers, sinon qu'en Mauritanie 62 % des familles y auraient des terrains de culture.

Selon les responsables du village de Dembanané, les 2/3 de leurs terrains de culture walo se trouveraient sur le territoire mauritanien.

A Lobaly, près du 1/4 de la population dispose de terres en Mauritanie (23 %). Tandis qu'à Verma une seule famille dispose de terres Falo et Kollangal en Mauritanie, à Adabéré deux familles seulement y disposent de terres Kollangal.

Dans le Diéri, une seule famille de Bokiladji a des terres Kollangal en Mauritanie, tandis que seul le village de Thianiaf a des terres Falo et Kollangal au Sénégal-Oriental, le nombre de carrés détenteurs n'ayant pas été déclaré.

2-2-2-5/5 - Les paysans du Diéri-Lawré et  
la terre

Les paysans du Diéri eux ont la possibilité de pratiquer les cultures d'hivernage sans problème sur les terres du Diéri disponibles en abondance.

Le régime foncier des terres du Diéri n'est pas aussi strict que celui du Walo, en raison de leur abondance et de la faible emprise que les populations exercent sur ce type de terre.

Pour être clairement saisie, l'appropriation des terrains de culture diéri peut être appréhendée à deux niveaux.

Au niveau inter villageois, les champs faisant partie de l'environnement immédiat du village sont exclusivement cultivés par ses habitants. Pour des raisons d'ordre pratique, il n'est quasiment jamais fait exception à cette règle.

Au niveau du village, à l'intérieur du parcellaire, le droit de cultiver une parcelle donnée appartient à son utilisateur de l'année précédente ... Par contre, dès que l'abandon atteint deux années et quelles qu'en soient les raisons, la terre est libre et peut être remise en culture par un autre habitant du village.

2-2-2-5/6 - Les paysans sans terre (walo)

Le tableau n° 4 laisse apparaître que le Dandémayo un peu plus du 1/3 des carrés sont sans terre (la situation de Dembanané n'ayant pas été déclarée).

Dans le Diéri, environ 70 % des carrés n'ont aucun droit foncier coutumier dans le Walo.

Or en prévision de l'extension de la culture irriguée consécutive à l'aménagement des barrages de Diama et Manantali, ces deux sous zones sont concernées par la mise en valeur du bassin du Fleuve Sénégal. Les paysans sans terre qui exploitent les terres de culture walo à titre de tenanciers acquittent jusqu'à présent des redevances foncières coutumières, attestant ainsi que la loi sur le domaine national n'est pas encore entrée en application dans cette zone.

2-2-2/6 - Les caractéristiques sociologiques : les liens internes et externes des villages de la zone

A l'intérieur de la zone, les liens intervillageois sont fondamentalement basés sur l'appartenance à un même groupe ethnique, au sein duquel s'opèrent de préférence les échanges matrimoniaux.

2-2-2-6/1 - Les liens sociaux à l'intérieur de la zone

En effet, la lecture du tableau des relations sociales (n° 5) entre les villages de la zone montre clairement :

- d'une part que les rapports intervillageois sont essentiellement déterminés par l'ethnie ;
- d'autre part, que ces liens sont limités dans le cadre de chaque sous zone (à quelques exceptions près).

La sous zone de Dandémayo n'a pas de relation sociale avec les sous zones du Diéri et du Lawré, pas même avec les villages soninké de Boki-ladji et de Fadiar dans le Diéri.

De même dans la sous zone du Diéri, seuls deux villages toucouleur (Thianiaf et Yacine Laké) entretiennent des relations avec un seul village toucouleur dans le Lawré : Alana.



Il en est ainsi dans la sous zone du Lawré où seuls 3 villages (sur 20) ont des liens à base ethnique avec les autres sous zones. Il s'agit de :

- Alana qui a des liens privilégiés avec Yacine Laké et Thianiaf (Diéri) ;
- Appé Ranghabé avec Sinthiou Fadiar (Diéri) ;
- Ouro Syllamaka (un petit village sarakolé de 2 carrés seul en milieu toucouleur) qui a des relations avec les villages sarakolé de Dembancané (Dandémayo), Bokiladji et Fadiar (Diéri).

Relations sociales entre les villages de la zone - Tableau n° 6

Sous zones villages	Dandémayo	Diéri	Lawré
<u>Dandémayo</u>			
Dembancané	Verma, Lobaly		
Verma	Dembancané, Lobaly		
Adabéré	Dembancané, Lobaly		
Lobaly			
<u>Diéri</u>			
Bokiladji		Fadiar	
Fadiar		Bokiladji	
St. Fadiar		Fadiar, St. Demba	
St. Demba			
Yacine Laké		Thianiaf	Alana
Thianiaf		Yacine Laké	Alana
Level Bali			
<u>Lawré</u>			
Gawdé Bofé			Kaval
Alana		Yacine Laké, Thianiaf	
Kawal			Babangol, Ganguel Maka, G. Demba, Bondji
Bondji Wali			Babangol, Kawal, Mboulel, Ndioba, Validiala
Bondji Ndiolo			Kawal, Bondji Wali, Walidiala
Walidiala			Babangol, Ndiolo, Wali, Mboulel, Diaoubé
Thiavolel			
Gourel Guéda			Babangol, Bondji, Sakhobé, Mboulel
Ourou Mboulel			Babangol, Diaoubé, Ndiobo
Ourou Syllamaka	Dembancané	Bokiladji, Fadiar	
Tata bathily			Sakhobé, Alana, Thianiaf
G. Vambabé			
Babangol			Diaoubé, Mboulel, Kawal, Validiala, Mame Demba

(Suite)

Ganguel Maka			Babangol, Ganguel, Mame Demba
Ganguel Mame Demba			Babangol, Kawal, Ganguel Maka
Appé Diaoubé			Babangol, Bondji, Mboulel
Appé Sakhobé			Babangol, Diaoubé, Ranghabé, Mboulel
Appé Ranghabé		Sinthiou Fadiar	Sakhobé, Appé Dialloubé
Appé Dialloubé			
Bouli bana			

Source : Enquêtes SONED, Février/Mars 1984

## 2-2-2-6/2 - Les relations extérieures de la zone

A travers les caractéristiques socio-historiques se dessinaient déjà les liens qui existent entre les villages de la zone et leurs villages "mères" et ceux de transit. Quant aux relations tissées par la suite avec l'extérieur, elles sont surtout influencées par la proximité du voisinage. C'est le cas du Dandémayo dont les rapports extérieurs sont limités à un noyau de villages mauritaniens riverains : Coumbô, Vompou et Sanghé notamment.

C'est également le cas du Lawré qui a des rapports intenses avec le Ferlo voisin, mais aussi avec la Mauritanie par le fait que nombre d'habitants de la sous zone ont quitté pour aller créer ou s'installer dans des villages en Mauritanie.

Tandis que la sous zone du Diéri a surtout des relations avec le Boundou (Bokiladji et Fadiar) et la Mauritanie (Yacine Laké et Bokiladji), seul le village de Sinthiou Fadiar a des rapports avec le Ferlo.

Dans le cadre de ces rapports extérieurs, un certain nombre de familles sénégalaises ont des droits fonciers coutumiers en Mauritanie où ils ont des parents qui y avaient séjourné.

Relations extérieures de la zone - Tableau n° 7

Sous zones villages	Ferlo	Boundou	Mauritanie
<u>Dandémayo</u>			
Dembancané			Coumbô, Vompou, Haré, Toulel
Verma			Coumbô, Vompou, Haré, Toulel
Adabéré			Coumbô
Lobaly			Langhé
<u>Diéri</u>			
Bokiladji		Soringo, For Diawara	Doune bôl
Fadiar		Soringo, For Diawara	
St. Fadiar	Yérimalé, Ndiot, Sëndou, Lobougal		
St. Demba			
Yacine Laké			Gassambéri, Barkevi, Validiantan
Thianiaf			
Level Bali			
<u>Lawré</u>			
Gawdé Bofé		Guévol	Daw, Ndiaroume
Alana			
Kawal			Mboppé, Ngueléba, Oulourane
Bondji Wali	Boulbi, Patôki		
Bondji Ndiobo	Doubébegue Yérimalé foubé		
Walidiali	Patôki Boulbi		
Thiavolel	Voyndou Amadou		Korokoro
Gourel Guéda			Vendou Goubé, Thieneyga, Dessélé
Ousou Mboulel	Patôki		
Ousou Sylla maka			
Tata bathily			
G. Wambabé		Mayel, Ndiabel, Goura	Thieneyga, Toumbou, Laboyré
Babangol	Patôki, Yérimalé foubé		
Ganguel Maka	Ndiot, Sëndou, Lobougal		
Ganguel Mame Demba			
Appé Diaoubé	Patôki		Thieneyga, Korkoro, M. Babangol

(Suite)

Appé Sakhobé Appé Ranghabé Appé Dialloubé Bouli bana			
	Ndiot		

Source : Enquêtes SONED, février/mars 1984

### 2-2/3 - Les structures d'encadrement du monde rural

L'encadrement de la zone est particulièrement de la sous-zone du Dandémayo est assuré par la SAED. Le CERP, les Services techniques et la Sous-préfecture y interviennent moins en raison de la modicité de leurs moyens d'action.

#### 2-2-3/1 - La S A E D

La sous-zone du Dandémayo dépend de la zone d'encadrement de DIELLA (Communauté de Orkadiéré) animée par une équipe ainsi composée : un chef de zone, un intendant, un mécanicien, un bouvier, un encadreur chargé de couvrir les villages de Dembanané, Adabéré, Lobaly, Gourel Dara soit 6 périmètres avec 100 ha exploités par 380 producteurs.

La SAED assure la direction des travaux d'aménagement et l'approvisionnement en intrants, de même que les actions de formation et de vulgarisation en faveur des groupements paysans. Jusqu'à une date récente, l'appareil de la SAED se substituait à l'initiative paysanne. Elle était une organisation totalement intégratrice et centralisée en raison de la rapide croissance de ses activités. Mais actuellement, la SAED a résolument opté pour une décentralisation de sa structure au niveau des délégations et pour une responsabilisation des paysans à la base.

#### 2-2-3/2 - Les C E R P

Créés au lendemain de l'indépendance, les Centres d'Expansion Rurale Polyvalents (CERP) ont pour mission d'intégrer les actions des services techniques au niveau de l'Arrondissement dans une stratégie globale de développement. A cet égard, ils sont chargés :

- d'adapter et de coordonner les différentes interventions de développement au niveau local ;
- d'encadrer les petits projets locaux de développement.

La structure actuelle des CERP est supervisée par un assistant régional et des assistants départementaux.

La composition théorique d'un CERP est la suivante :

- 1 Ingénieur des Travaux de Planification, Chef de CER ;
- 1 agent technique agricole (ATA) ;
- 1 agent technique d'élevage (ATE) ;
- 1 agent technique forestier (ATF) ;
- 1 agent de base des coopératives (ABC) ;
- 1 agent d'assainissement ;
- 1 monitrice d'économie familiale rurale.

Récemment rattachés au Secrétariat d'Etat à la décentralisation, les CERP sont maintenant confirmés dans leur rôle d'assistance des communautés rurales.

Le CERP de Semmé au moment de nos enquêtes ne disposait que de 2 agents : un ATF, Chef de CERP et un ATE (1).

Le CERP ne possède aucun moyen de déplacement. En 1982/83, il a reçu 275 000 F CFA de crédits annuels pour son fonctionnement, soit en moyenne 23 000 F CFA par mois, alors que sa zone d'intervention couvre tout le vaste arrondissement de Semmé.

### 2-2-3/3 - Les services techniques

Depuis l'avènement des Sociétés Régionales de Développement rural, le rôle des services techniques au niveau des régions est resté ambigu, en particulier celui du Service de l'Agriculture.

Les principaux services d'encadrement du monde rural qui doivent intervenir dans la zone sont : l'agriculture, l'élevage, les eaux et forêts, l'hydraulique, la santé, l'éducation, le développement social, la coopération...

Comme les CERP, la plupart de ces services ne disposent pas de moyens humains et matériels suffisants pour accomplir leur mission d'appui et d'assistance aux CERP et au monde rural. Ainsi leur contact avec les communautés de base est extrêmement rare et leur coopération avec les CERP quasi-inexistante.

---

(1) Les agents techniques dépendent de leurs services respectifs. Ils sont souvent affectés ailleurs à l'insu du chef de CER et du sous-préfet.



### 2-2-3/4 - Le Comité local de Développement

Cet organe de coordination et de programmation des actions des services opérant au niveau de l'arrondissement est placé sous la responsabilité du Sous préfet.

A côté de celui-ci existe un Conseil d'Arrondissement composé des délégués des différentes communautés rurales de l'Arrondissement. Présidé par un conseiller rural, il harmonise les budgets et les programmes de développement des communautés rurales.

Mais en raison du manque de personnel et de moyens de travail, ces structures qui auraient dû permettre la concertation permanente entre les représentants des communautés et des coopératives, et des agents des services publics, ne jouent pas encore le véritable rôle qui leur est officiellement dévolu.

## 2-2/4 - Les structures populaires

Il s'agit des structures villageoises anciennes, des structures intervillageoises et des structures villageoises d'intérêt économique de type nouveau.

### 2-2-4/1 - Les structures villageoises anciennes : la chefferie et les associations villageoises

Dans la tradition, un fondateur de village se considère comme un pionnier pour avoir enduré les affres et vaincu les contraintes d'un environnement souvent austère qu'il a su dominer et humaniser pour le rendre vivable et accueillant.

Fort de cette oeuvre, le fondateur se donne-t-il à titre d'apanage héréditaire et de privilèges compensatoires : le droit à l'exercice du pouvoir sur le plan socio-politique et foncier, un droit reconnu, du moins respecté par la communauté villageoise.

De même, la qualité de "notable" ou d'"ancien" dans le village s'appuie souvent sur l'ordre d'arrivée des familles.

Tandis que la fonction de responsable de classe d'âge est en principe fondé sur le critère d'appartenance à la famille du chef.

### 2-2-4-1/1 - Les chefs et conseils de village

Ainsi donc tous les chefs de village tiennent le pouvoir d'abord au nom de la tradition, sanctionné ensuite par l'Administration. Il est assisté d'un conseil de village composé en principe de tous les chefs de carré. Mais en réalité au sein de celui-ci, c'est une minorité (la famille du chef et ses alliés) qui contrôle réellement les centres de décision et les circuits d'information.

L'âge moyen des chefs de village dans la zone est de 71 ans. Il est de 77,5 dans le Dandémayo, 73,5 dans le Diéri et 66,5 dans le Lawré.

Le niveau d'instruction est nul, par contre quelques uns sont d'anciens émigrés "France - ou Afrique - nabé" : 5 sur 9 enquêtés dans le Dandémayo et le Diéri, aucun dans le Lawré.

Dans toute la zone, il existe la fonction de délégué de village, un chargé de mission qui représente la localité dans certaines réunions qui se tiennent hors du village. L'identification de ce délégué montre que celui-ci est généralement un parent proche du chef de village si ce n'est l'héritier présomptif.

Les jeunes et les femmes ne participent pas au pouvoir monopolisé par les anciens. Ces deux groupes s'expriment par le biais des classes d'âge (fedde) et des associations ou groupements.

#### 2-2-4-1/2 - Les classes d'âge ou fedde

Dans la zone, l'organisation des classes d'âge (et même de certaines associations villageoises) s'inscrit dans la trame de l'organisation sociale toucouleur aussi bien que sarakolé.

La classe d'âge doit être appréhendée sous le double angle de la stratification sociale de la société en castes et de la structure sociale par âge et par sexe.

Dans chaque village les groupes sont organisés par classe d'âge et de sexe par intervalle de 2 à 4 ans. Tous les responsables de feddé font partie en principe de la famille du chef, sinon des familles qui lui sont alliées.

Les fedde représentent le microcosme de la société globale où chaque individu occupera en son sein le rang et la fonction réservés à sa caste. Par ce biais, le fedde assure la pérennité de la structure sociale dans la plénitude de ses fonctions.

A l'origine, le fedde constitue un groupe de jeux : jeux de loisirs durant l'enfance et jeux de rôles sociaux à partir de l'adolescence caractérisée par la prise en charge collective de travaux d'intérêt commun incombant aux différents membres de la classe d'âge.

A ce stade, le fedde favorise l'entraide communautaire (doftal), assume le rôle d'éducation et d'apprentissage pratique de la vie sociale.

Lorsque les membres du fedde se marient, il rejoint la communauté des adultes, l'existence de celui-ci ne se manifestant qu'à l'occasion des événements familiaux.

#### 2-2-4/2 - Les structures intervillageoises nouvelles : la communauté et la coopérative rurales

Pour doter les communautés villageoises de structures adaptées aux exigences du développement local, le Sénégal a, dès son accession à l'indépendance, engagé le processus de mise en place de nouvelles structures socio-politiques (communautés rurales) et économiques (coopératives rurales).

#### 2-2-4-2/1 - Les communautés rurales

Amorcée par la loi sur la réforme foncière en 1964 (ou loi sur le domaine national) sur la base des terroirs-tests, la communauté rurale, dans sa forme actuelle, résulte de la réforme de l'Administration territoriale (1).

---

(1) Loi du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale et loi du 19 avril 1972 relative aux communautés rurales.

La communauté rurale de Bokiladji, qui est une fédération de 31 villages est créée en 1982. Elle a pour vocation :

- d'assurer le pouvoir local dans la gestion de certaines affaires publiques et notamment foncières et financières ;
- de prendre en considération tous les aspects de la vie et des activités de ses habitants ;
- de pouvoir exprimer tous les besoins de l'ensemble de ses membres
- de prendre en charge des actions de développement pour répondre aux préoccupations du plus grand nombre.

La communauté rurale est dirigée par un Conseil rural sous la tutelle du Sous-préfet. Le conseil rural de Bokiladji compte 15 membres dont 10 élus au suffrage universel (sur la liste du parti socialiste au pouvoir) et 5 désignés par les coopératives de la zone (Bokiladji et Dembanané).

La répartition de ces conseillers par sous-zone montre que le Dandémayo en a 8 (4 villages - 5 340 habitants), le Diéri 6 (7 villages - 3 034 habitants) et le Lawré 1 (20 villages - 4 299 habitants).

Analysé en termes ethniques, les sarakolé disposent de 12 postes contre 3 détenus par les toucouleur (1).

Dans la zone, l'âge moyen des conseillers est de 65,5 ans dans le Dandémayo, 67 dans le Diéri et 50 pour l'unique conseiller du Lawré.

---

(1) Le président Gaye Dona Soumaré est du village de Dembanané et le Vice-président Mamadou Bocar Dia est de Lobaly. Tous deux sont de la sous zone du Dandémayo tandis que le chef-lieu de la communauté est fixé à Bokiladji dans le Diéri.

Autres caractéristiques des conseillers ruraux : parmi eux seuls deux savent lire et écrire le français, 9 sur 15 sont d'anciens émigrés en France et 12 sont parents proches du chef de village.

La communauté rurale de Bokiladji a un budget d'environ 4,5 millions de F CFA en 1983/84 et peut recevoir des appuis pour réaliser son programme annuel de développement en cours d'élaboration. (1).

Selon les textes "la Communauté rurale est constituée par un certain nombre de villages appartenant au même terroir, unis par une solidarité résultant notamment du voisinage, possédant des intérêts communs et capables de trouver les ressources nécessaires à leur développement".

Le Conseil rural et le Président sont les organes représentatifs de la communauté rurale.

Dans la réalité, la communauté rurale de Bokiladji est encore très jeune pour assurer pleinement et dans l'immédiat la vocation qui lui est dévolue. La solidarité et la cohésion des villages membres sont encore assez faibles.

Le poids du pouvoir traditionnel et des rivalités ethniques pèsent encore sur cette fragile structure menacée également par les querelles entre les tendances politiques très actives dans la région.

Du reste aucune communauté rurale n'est à l'abri de ces phénomènes, ce qui implique une assistance éducative intelligente de la part des structures de formation, de conseil et d'appui à la réforme administrative.

---

(1) au taux de 600 F par personnes imposable (+ de 14 ans) jusqu'à 65 ans.

## 2-2-4-2/2 - La coopérative rurale

La récente réforme des structures coopératives a abouti :

- d'une part à la fusion des deux coopératives de Bokiladji et de Dembanané en une coopérative rurale dans le cadre de la communauté rurale de Bokiladji ;

- d'autre part, à la mise en place de sections villageoises ayant leurs activités propres.

La coopérative rurale dite multifonctionnelle peut comprendre plusieurs composantes sectorielles : agriculture, élevage, pêche, etc ... et doit jouer le rôle d'instrument de développement économique au sein de la communauté rurale.

Tandis que les sections villageoises auront la possibilité d'accéder au crédit agricole pour la fourniture d'intrants : semences, engrais, fongicide, petit matériel, etc ... De même, des groupements de producteurs organisés autour d'une activité commune avec un statut de groupement d'intérêt économique pourra également bénéficier des services du crédit agricole.

La coopérative rurale de Bokiladji est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 membres dont 5 membres sont du Dandémayo (3 de Dembanané, 1 de Lobaly et 1 de Adébéré) et 4 du Diéri tous du village de Bokiladji (1). Le Lawré n'est pas représenté. Ce conseil compte 8 sarakolé contre un toucouleur d'origine peul de Lobaly.

---

(1) Le Président Samba Konaté est du village de Bokiladji et le Vice-Président Gaye Dona Soumaré (Président du Conseil rural) est de Dembanané.

L'âge moyen est de 68 ans. Parmi les 9 conseillers, deux sont alphabétisés, 4 sont d'anciens émigrés en France et trois sont des parents proches de chef de village.

Cette coopérative récemment mise en place n'est pas encore fonctionnelle, et elle a piqué sa première crise le 03 mai 1984, date à laquelle une pétition signée par 15 responsables signifiait la démission collective des coopérateurs de Dembanané de la coopérative rurale de Bokiladji en contestant l'élection du bureau de celle-ci (1).

2-2-4/3 - Les groupements d'intérêt économique : les groupements de producteurs

Dans la zone, les groupements de producteurs n'existent que dans le Dandémayo au niveau des Périmètres Irrigués Villageois (PIV) encadrés par la SAED. Il existe cinq groupements dans trois villages :

- le premier, fondé à Adabéré en 1978, regroupe 65 adhérents exploitant 19,50 hectares ;
- en 1981, deux sont créés à Dembanané composés chacun de 65 membres attributaires ensemble de 45 hectares ;
- depuis 1982, deux fonctionnent à Lobaly : l'un avec 65 membres et l'autre 68 possédant ensemble 38 hectares.

Au total, les groupements comptent 328 membres exploitant environ 100 hectares.

---

(1) La pétition nous a été communiquée à Semmé à la fin de notre mission d'enquête.



Contrairement aux coopératives qui n'ont qu'une existence formelle dans la zone, les groupements de producteurs eux participent à certaines tâches d'intendance dans les différentes phases de la mise en oeuvre des P.I.V., tant au niveau de l'aménagement des terres que sur le plan des actions en amont et en aval de la production.

Mais comme les coopératives, les groupements sont également dirigés par les anciens.

Cependant, les périmètres irrigués villageois ont provoqué une évolution des comportements et des rapports sociaux dans l'organisation sociale traditionnelle.

En effet, la répartition des parcelles est plus équitable et ne tient pas toujours compte de la position sociale ni de la situation des maîtres de terre à cause de l'intérêt commun suscité par l'aménagement.

De plus les contraintes techniques et économiques de la culture irriguée imposent une discipline <sup>/et</sup> une coopération qui font naître une solidarité et une cohésion au sein du village.

Mais il reste que l'organisation des groupements est encore sous le contrôle de la caste dominante des propriétaires fonciers de walo, par ailleurs détenteurs du pouvoir traditionnel.

#### 2-2-4/4 - Les groupements d'intérêt social

Parmi ces groupements, nous classons les groupements féminins, l'Association pour la Promotion de la Santé et l'Association des Parents d'élèves de Dembanané.

## 2-2-4-4/1 - Les groupements féminins

Par le biais de l'enquête sur les besoins socio-économiques, nous avons eu/à connaître en même temps le degré d'organisation des jeunes (de sexe masculin) et des femmes.

Si les premiers sont encore au stade des fedde, par contre les secondes ont commencé à s'organiser à partir de 1980 dans le but de promouvoir l'allègement des travaux pénibles des femmes ... grâce aux moulins à mil et à la pompe hydraulique. A l'heure actuelle, c'est la protection de la mère et de l'enfant qui est inscrite dans les buts de la plupart des groupements.

Les groupements sont dirigés en général par un bureau composé d'une Présidente, une Secrétaire et une Trésorière (de condition noble), d'une Conseillère ou d'une chargée de l'organisation (castée) (1).

Chaque groupement a une caisse alimentée par des cotisations et, dans certains villages, par des dons offerts par des émigrés organisés en association à l'Etranger.

Les femmes ont manifesté leur disponibilité et leur volonté de s'engager dans des actions de développement économique et social : jardins maraîchers, teinturerie, bergerie, etc ...

---

(1) La référence au rang social est donnée par les femmes elles-mêmes.

2-2-4-4/2 - L'Association pour la Promotion de  
la Santé

Il existe à Dembanané un Comité de gestion de santé dans le cadre des soins de santé primaires dirigé par un Président et un Trésorier. Il est assisté par l'Infirmier, en ce qui concerne l'achat et la gestion des médicaments. Les 2 matrones sont prises en charge par le Comité. C'est l'une d'elles qui assure la vente des tickets de participation. Le ticket, valable pour trois jours, est placé à 100 F pour adulte et 50 F pour enfant.

La tenue des comptes doit être améliorée. Le contrôle de la gestion des médicaments doit être assurée. La périodicité des réunions d'assemblée générale de l'Association devrait être respectée ... si elle existe réellement.

2-2-4-4/3 - L'Association des Parents d'élèves

Seul Dembanané a une Association de Parents d'élèves qui sert de trait d'union entre l'école et les familles. Cette Association a construit deux classes supplémentaires. Elle se propose de participer à la construction d'une nouvelle classe et à la réfection des bâtiments de l'école.

### 2.3 - LES CONTRAINTES

Les contraintes sont entendues ici comme des éléments qui peuvent ralentir ou compromettre la réalisation des objectifs du projet. Il s'agit d'éléments soit impossibles à transformer, soit très lents à se modifier ou de carences majeures à corriger et d'insuffisances graves à combler.

Etant déterminantes dans l'élaboration des projets, ces contraintes méritent d'être prises en compte.

Seront passées en revue, les contraintes identifiées au niveau des caractéristiques de la zone, des infrastructures, des structures d'encadrement, des structures populaires et des activités rurales.

#### 2.3/1 - Les contraintes démographiques

Les données démographiques ne sont ni actuelles, ni fiables étant le résultat d'un recensement administratif effectué en 1982 à des fins fiscales.

La faible taille des villages du Lawré : en moyenne 210 habitants, dix villages (sur 21) étant en dessous de cette moyenne. Ce qui pose un problème à l'équipement des villages de cette sous-zone.

#### 2.3/2 - Les contraintes au niveau des infrastructures

La zone est quasiment enclavée pendant la saison humide, les liaisons entre les sous-zones étant rendues difficiles à cause de l'impraticabilité des pistes vicinales désertées par les automobiles.

Les infrastructures hydrauliques et scolaires sont insuffisantes, sous équipées et mal réparties dans l'espace. Tandis que les deux villages (Dembancané et Bokiladji) équipés de la zone ne jouent pas encore pleinement leur rôle de polarisation vis-à-vis des villages situés dans leur zone d'influence.

### 2.3/3 - Les contraintes au niveau de l'encadrement

Les structures d'encadrement sont basées en dehors de la zone(enclavée) la SAED est à Diella avec un encadreur qui rayonne sur les villages du Dandémayo ; le CERP est à Semmé et les services techniques sont installées à Matam.

A l'exception de la SAED, les autres services d'assistance technique sont sans moyens adéquats pour encadrer les exploitants traditionnels laissés à eux-mêmes, d'où leur faible capacité d'intervention.

### 2.3/4 - Les contraintes agraires

Dans le Dandémayo, 1/3 des carrés est sans terre (Walo), tandis que dans le Diéri environ 70 % des carrés n'en ont pas, alors que ces derniers sont concernés par le programme de mise en valeur du bassin du Fleuve Sénégal.

Aussi, les paysans tenanciers acquittent jusqu'à présent des redevances foncières coutumières, contrairement aux dispositions de la loi sur le domaine national.

Enfin, cinq villages de la zone ont des terres de culture en territoire mauritanien, le village de Dembanané déclarant y avoir environ les 2/3 de ses terrains de culture.

### 2.3/5 - Les contraintes sociologiques

#### 2.3/5.1 - Les contraintes au niveau des rapports sociaux

Les relations sociales entre villages d'une part et sous zones d'autre part, influencées par la géographie, sont essentiellement fondées sur l'ethnie. De sorte que, à quelques exceptions près, il n'y a pas encore de rapports humains ni de solidarité vécue entre les trois sous-zones de la communauté rurale de Bokiladji.

A présent, le Dandémayo a des relations avec des villages mauritaniens de la rive droite, le Lawré avec le ferlo voisin.

De plus, dans la zone, il existe :

- i) des clivages d'ordre ethnique entre Sarakolé et Toucouleur ;
- ii) des rivalités entre le vieux Dembanané qui se dispute le leader-ship avec Bokiladji chef-lieu de la communauté rurale ;
- iii) des tensions sociales (qui s'expriment en conflits de générations et de castes) au sein du village de Dembanané animées par quelques jeunes dirigeants d'une association d'émigrés en France contestant certains aspects inégalitaires de l'ordre social traditionnel.

En effet, tant chez les toucouleurs que chez les sarakolé, l'organisation sociale est stratifiée en castes hiérarchisées, chaque individu occupant en son sein le rang et la fonction réservés à sa caste.

#### 2.3/5.2 - Les contraintes au niveau des structures villageoises anciennes

Le pouvoir traditionnel tant au niveau des adultes (chefferie de village héréditaire) que des jeunes (par le biais des fedde) est concentré dans le cercle réduit des membres de la famille élargie du chef et ses alliés, dont la plupart sont des anciens émigrés à l'étranger et des retraités de la navigation, en particulier dans le Dandémayo et le Diéri.

Ce pouvoir, à caractère patriarcal et gérontocratique, décide et exerce le contrôle social sur tout et sur tous. Aussi, les jeunes et les femmes sont encadrés de près ou de loin par des hommes adultes dans le cadre de leurs organisations spécifiques.

Le niveau d'organisation des jeunes est actuellement faible au niveau des villages, en raison de l'absence des éléments les plus dynamiques.

### 2.3/5.3 - Les contraintes au niveau des structures intervil- lageoises nouvelles

La communauté et la coopérative rurales de Bokiladji nouvellement mises en place n'ont pas suffisamment intégré toutes les composantes sociales de la zone dans leurs organes dirigeants que sont respectivement le conseil rural et le conseil coopératif.

En effet, le groupe toucouleur et la sous-zone du Lawré sont très peu associés au nouveau pouvoir local, alors que les femmes et les jeunes en sont totalement absents.

Aussi, le transfert des clivages au sein des structures sociales anciennes au niveau des organisations inter-villageoises nouvelles n'est pas impossible, dans la mesure où les détenteurs du pouvoir traditionnel des villages sont également les tenants du pouvoir institutionnalisé inter-villageois.

A l'heure actuelle, ces deux structures ne fonctionnent pas encore : la coopérative ne bénéficie d'aucune assistance depuis la suppression de l'ONCAD, et la communauté rurale est en train de recouvrer la taxe rurale qui doit constituer son budget de démarrage.

### 2.3/6 - Les contraintes au niveau des activités rurales

#### 2.3/6.1 - Les contraintes dans le domaine de l'agriculture

Les obstacles majeurs sont l'irrégularité des crues défavorable aux cultures de décrue de Walo et l'irrégularité des pluies préjudiciable aux cultures pluviales de Diéri. Il s'y ajoute que l'assistance en techniques et en intrants fait défaut à ces cultures traditionnelles pourtant essentiellement consacrées aux productions vivrières non spéculatives.



En 1983 par exemple, le déficit vivrier a été très important : le besoin vivrier céréalier de l'arrondissement de Semmé estimé à 45 000 tonnes a été couvert à 30 %, la production céréalière n'ayant atteint que 1 300 tonnes selon le rapport annuel de l'assistance départementale des CERP.

En matière de culture irriguée, sont partout évoqués l'exiguité de la superficie des parcelles individuelles (en moyenne 0,32 ha) et les fréquents arrêts de groupe moto-pompe dus à un manque de carburant ou de pièces détachées.

La concurrence entre cultures traditionnelles et cultures irriguées est possible, en cas de crues et de pluies favorables, les paysans de la zone donnant la préférence aux premières pour le moment.

Par ailleurs, lorsque la culture irriguée sera étendue aux villages du Diéri, l'éloignement des périmètres des lieux d'habitat imposera certainement l'utilisation de moyens de transport pour le déplacement de la main-d'oeuvre.

#### 2.3/6.2 - Les contraintes dans le domaine de l'élevage

L'élevage extensif se heurte à la dégradation des pâturages et à l'insuffisance des points d'eau. Cette situation condamne un important effectif de cheptel bovin à transhumer dans le ferlo situé autour des forages lointains (y compris le bétail mauritanien), alors qu'il existe dans le proche ferlo de Semmé et de Kanel des zones de pâturage sans point d'eau.

Il s'y ajoute une couverture sanitaire extrêmement faible en dehors des campagnes de vaccination (2 à 3 mois), les services de l'élevage et des CERP ne disposant pas de moyens d'intervention adéquats.

### 2.3/6.3 - Les contraintes dans le domaine de la pêche

La pêche est tributaire de l'irrégularité du régime des crues du fleuve. L'équipement des pêcheurs est très rudimentaire et l'association des pêcheurs ne fonctionne pas, faute d'encadrement technique et d'appui matériel.

L'aménagement des barrages de Diama et de Manantali sur le fleuve Sénégal réduira davantage les potentialités piscicoles.

### 2.3/6.4 - Les contraintes dans le domaine forestier

Le dépérissement des formations forestières a entraîné la disparition de la faune sauvage : les principaux responsables de cette agression sont : le climat (la sécheresse), l'animal (le surpâturage), mais aussi l'homme (défrichements abusifs, abattage de branchages et même de cimes d'arbres pour nourrir le bétail, feux de brousse).

La faible intérêt des populations pour le long terme et le non monétarisable donne à l'arbre peu de place dans les préoccupations des paysans.

Au plan institutionnel, le statut des bois de village (appartenance) n'est pas clairement établi, et les communautés rurales ont un rôle extrêmement réduit en matière forestière, la compétence du conseil rural ne se limitant qu'à la récolte de bois mort et de produits végétaux de cueillette - Ainsi le code forestier et la loi sur le domaine national ont marginalisé le pouvoir de gestion et de contrôle du conseil rural sur les ressources forestières de la communauté rurale.

### 2.3/7 - Les contraintes au niveau de la migration

La crise économique mondiale a mis en cause le problème de la migration économique. Depuis 1975, à l'encontre des émigrés, la France a établi des mesures de restriction et certains pays africains prennent des mesures d'expulsion.

En France, l'on propose aux émigrés la formation ou l'aide en vue du retour dans leurs pays d'origine.

Au Sénégal, la réinsertion de ceux-ci pose le difficile problème des conditions et des structures d'accueil.

Tandis que dans la Moyenne Vallée du Fleuve, c'est l'organisation de l'émigration des jeunes à l'étranger qui constitue la préoccupation constante des familles.

Ici, le fait de vouloir partir en France ou ailleurs n'est plus un choix individuel, il est devenu un projet collectif au niveau familial ; il n'est plus seulement une ambition pour chaque élève de l'école primaire selon le mot d'un enseignant de la zone, mais il s'impose comme une aspiration profonde pour chaque famille.

### 2.3/8 - Les contraintes au niveau de l'économie rurale et des investissements

L'une des contraintes la plus importante dans la zone est la faible monétarisation de l'économie locale à cause surtout de l'absence de grande culture de rente, d'où la faiblesse des revenus monétaires d'origine rurale.

L'auto-consommation des produits locaux d'origine végétale, animale et halieutique, occupe une très forte proportion dans les budgets familiaux, comme l'on note la survivance du troc à petite échelle dans les échanges concernant certains produits vivriers : mil, lait ...

Les boutiques n'existent que dans les gros villages et leur fonctionnement dépend en grande partie des revenus monétaires issus de la migration et de la vente du bétail d'épargne.

La faiblesse des revenus monétaires explique :

- d'une part la quasi-inexistence d'investissement pour l'agriculture traditionnelle qui n'est plus assistée depuis la disparition de l'ONCAD ;

- d'autre part, les difficultés de recouvrement des impôts qui constituent pour le moment la seule ressource du budget de la communauté rurale et le seul moyen d'investissement capable de contribuer régulièrement au développement de la zone.

#### 2.4 - LES POTENTIALITES

Les potentialités en question sont constituées par les disponibilités en terres de culture irriguée au Walo et les pâturages en zone sylvo-pastorale, dans la perspective de l'application correcte des programmes spéciaux de développement en cours d'élaboration (1).

Les possibilités financières dans le cadre des institutions communautaires et coopératives sont fondées sur le budget de la communauté rurale, mais aussi sur le nouveau crédit agricole et le fonds national de solidarité communautaire.

Enfin, la participation des émigrés à l'étranger à l'effort de développement local a été déterminante à partir des années soixante dans le cadre des projets locaux dûs à l'initiative villageoise.

Pour traiter ces points nous nous référerons principalement à d'autres études spécialisées concernant la région du Fleuve (1).

---

(1) - l'étude de réhabilitation et de factibilité des périmètres d'irrigation sur la rive gauche du Fleuve Sénégal, par le G E R S A R ;

- l'étude "Hydraulique Villageoise Nord Sénégal", par le BRGM et la SONED ;

- le plan directeur forestier du Sénégal par la SCET.

## 2.4/1 - L'identification des potentialités d'aménagement hydro-agricole dans la zone

### 2.4/1.1 - Les pôles d'aménagement de la zone

La zone du projet entre en partie dans l'aire d'étude (en cours) du Projet dit "Rive Gauche du Fleuve Sénégal". Elle est comprise dans la zone située à l'amont de Gourel Dara composées de deux pôles :

D.E 1(1) - Pôle Gourel-Dara-Lobaly comprenant 11 villages dont 3 de la zone du projet : Lobali, Adébéré (Dandémayo) et Fadiar(Diéri), les autres appartenant à la communauté rurale de Orkadiéré.

D.E 3 - Pôle Moudéri-Gandé peut comprendre 8 villages dont 5 de la zone du projet : Dembanané (Dandémayo), Yacine Laké, Thianiaf, Bondji et éventuellement Bokiladji (Diéri).

### 2.4/1.2 - Le schéma d'aménagement prioritaire

La hiérarchisation des cuvettes en vue de la définition de leur ordre de priorité dans le cadre de l'aménagement de la Vallée compte tenu d'une série de critères(2) a abouti à la proposition de 2 cuvettes prioritaires dans la zone : D E 1 ou pôle Gourel Dara-Lobaly et D E 3 ou pôle Moudéri-Gande.

Il est envisagé de scinder ce dernier en deux pôles, du fait qu'il appartient à deux entités administratives distinctes :

---

(1) DE - Dembanané 1 n° de la série dans l'unité naturelle

(2) 1 - accueil réservé à l'irrigation

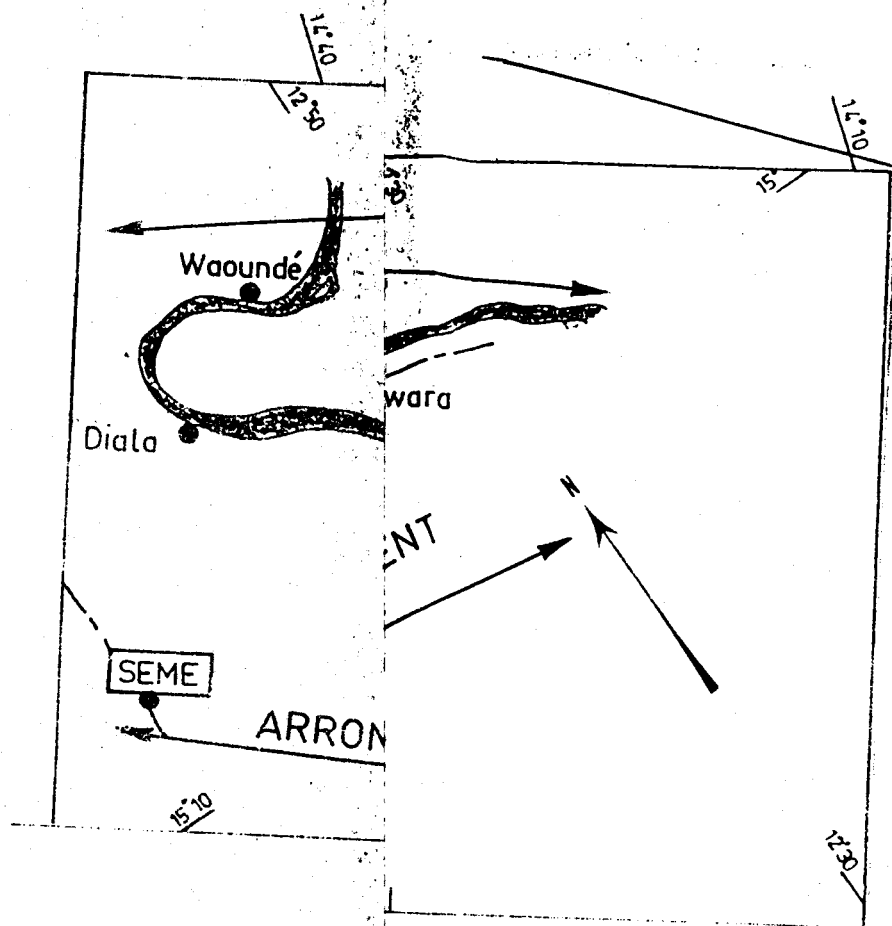
2 - qualité des relations cuvette-extérieur

3 - qualité de la réponse aux aménagements

4 - coût d'aménagement

5 - les influences sur la double culture liées aux diverses hypothèses d'aménagement (avant DIAMA, après DIAMA enfin après DIAMA et MANANTALI).

57 bis





. l'un serait le pôle de Moudéri rattaché à la Délégation SAED de Bakel avec les villages de Moudéri, Gandé et Galadé ;

. l'autre serait le pôle de Dembanané rattaché à la Délégation de Matam avec les villages de Yacine Laké, Thianiaf, Bondji et Bokiladji.

#### 2.4/1.3 - Disponibilités en terres irrigables d'après l'étude

Classifi- cation	<u>"RIVE GAUCHE"</u>					
	UNE DE1		UNE DE3		TOTAL	
	Superficie brute/ha	%	Superf. brute/ha	%	Superf. brute/ha	%
Catégorie 1	1 205	29	1 475	58	2 680	40
Catégorie 2	1 695	41	125	5	1 770	26
Catégorie 3	1 250	30	1 045	39	2 295	34
Catégorie 4 (515)	-	- (467)	-	-	-	-
<u>TOTAL</u>	<u>4 100</u>	<u>100</u>	<u>2 645</u>	<u>100</u>	<u>6 745</u>	<u>100</u>

Le schéma d'aménagement conçu selon un principe de progressivité doit donner lieu, dans son application, à une répartition spatiale des différentes phases de réalisation qui donne à chacune les conditions du milieu les plus favorables à la réalisation des objectifs. Ceci amène donc à déterminer 3 catégories de terres se distinguant par :

- la nature du sol, l'occupation actuelle, la proximité des lieux habités, le relief relatif et la position par rapport à la crue.

Les trois catégories ainsi distinguées sont :

Catégorie 1 - les terres fondé, hautes, moins occupées par l'agriculture traditionnelle, plus proches des agglomérations et lieux habités et plus aptes à un large éventail de cultures (polyculture).

Catégorie 2 - les terres intermédiaires ou les terres hautes (fondé) et les terres basses (collengal), souvent plus argileuses et moins bien drainées que la cat. 1, plus aptes à la riziculture, pas très éloignées des lieux habités mais leur accès est quelquefois un peu plus difficile, nécessitent des endiguements de moyenne importance pour la protection des aménagements.

Catégorie 3 - les terres collengal correspondent à des zones basses (cuvettes) inondables pratiquement chaque année, qui constituent des ensembles homogènes, généralement bien groupées et de topographie régulière, vernaculairement désignés sous le nom de Oualo - sols lourds, argileux, mal drainés, ce qui leur confère une aptitude bien marquée à la riziculture.

Ces terres occupent des zones traditionnellement variées à la culture de décrue et où existent de ce fait des attributions foncières dont éventuellement la réalisation des aménagements devra tenir compte. Par ailleurs, elles sont généralement les plus éloignées des lieux habités. Leur aménagement ne peut se concevoir sans des endiguements importants.

## 2.4/2 - L'identification des potentialités en eau et pâturages

### 2.4/2.1 - La zone sylvo-pastorale

Tout le département de Matam (à l'exception de la Vallée Walo-Diéri) est classée dans la zone sylvo-pastorale.

La sous-zone du Lawré et le ferlo qui est lui contigu (Semmé) bénéficient d'une pluviosité assez favorable (isohyètes 500 mm) et recèlent un potentiel fourrager intéressant.

Ce territoire est vaste, la densité démographique et le taux d'occupation agricole y sont très faibles.

La vocation sylvo-pastorale de cette zone est une option prise dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire.

#### 2.4/2.2 - Les plans hydraulique et forestier

Dans le cadre des plans directeurs forestier et hydraulique, d'importantes opérations de reboisement et d'hydraulique pastorale sont prévues pour la protection et la mise en valeur de toute la région sylvo-pastorale.

En effet les projets de reboisement de la zone sylvo-pastorale ont pour finalité non seulement de lutter contre le processus de dégradation du milieu, mais également de produire de la gomme, d'augmenter les ressources d'alimentation du bétail, de fournir du bois de chauffage et d'améliorer les conditions de vie et d'alimentation des populations.

Tandis que le réseau d'hydraulique pastorale devrait être constitué de forages profonds en vue de satisfaire à la fois les besoins en eau du bétail et des personnes, mais également les exigences en eau de la sylviculture.

Dans la zone sylvo-pastorale sénégalaise, il faut 5 à 7 ha pour nourrir une Unité Gros Bétail Tropical (U G B T), et 35 litres d'eau par jour et par tête en période de pointe pour un bovin selon la norme fixée par les services compétents.

Il est admis par ailleurs que le gros bétail ne devrait pas parcourir plus de 10 à 15 km par jour pour pouvoir engraisser. Ces normes fixent donc les rayons d'action idéaux des forages pastoraux à une dizaine de kilomètres...

"... Dans la zone sylvo-pastorale du Fleuve, une U G B T dispose de 5 à 14 ha, il y a donc de la place pour du cheptel supplémentaire notamment dans le département de Matam, à condition d'y implanter de nouveaux forages pastoraux (p. 147)".

---

(1) Etude Hydraulique Villageoise Nord Sénégal SONED/BRGM, 82 AGE 039 - Juillet 1982, p. 147.

Au plan des ressources hydrauliques souterraines, la nappe phréatique est localisée dans le continental terminal uniquement. Les niveaux statiques y sont assez profonds (50 à 70 m) sauf dans une petite zone au Sud (Semmé-Kanel 25 à 40 m). La nappe y est déprimée sauf au Sud où il existe des côtes piézométriques positives. La plupart des puits se concentrent dans la vallée avec de l'eau d'excellente qualité (p. 144).

#### 2.4/3 - Les possibilités de développement au plan institutionnel

##### 2.4/3.1 - La communauté et la coopérative rurales

Malgré leurs imperfections et leurs limites actuelles, à terme, la communauté et la coopérative rurales se présentent comme les institutions les plus appropriées pour favoriser la rencontre et permettre le dialogue entre partenaires locaux et extérieurs.

Elles sont aussi le cadre dans lequel s'expriment de plus en plus les besoins de développement économique et social de tous les groupes sociaux, y compris les femmes et les jeunes.

Elles sont des institutions perfectibles. Quoi qu'il en soit, en tant que structures de participation agréées pour l'organisation et la prise en charge des opérations de développement, la communauté rurale, la coopérative rurale et ses sections et <sup>les</sup> groupements au niveau villageois, devraient être considérées comme des composantes du projet, du moins comme des institutions avec lesquelles, il faudra nécessairement composer.

Dans les régions de Thiès et du Sine Saloum où la réforme administrative, est appliquée depuis 1972/1974, l'on a enregistré des progrès notables et identifié des imperfections que l'on tente de corriger.

Dans les zones où la réforme administrative est en application effective, les projets doivent être soumis à l'approbation des conseils ruraux qui, avec l'assistance du Sous-préfet et du chef de CER, délibèrent sur tous les projets locaux et investissements financés ou non sur <sup>son</sup> budget (article 29 de la loi 72-25 relative aux communautés rurales).

Aussi, les conseils ruraux sont responsables de la gestion des terres dans les zones de terroir, ce qui est une fonction capitale dans la Vallée du Fleuve Sénégal.

#### 2.4/3.2 - L'institution du domaine national

La loi sur le domaine national a un double but :

- 1 - transférer à l'Etat la "propriété éminente" de la quasi-totalité des terres sous régime coutumier ;
- 2 - muter aux populations la responsabilité de la gestion et leur accorder l'usufruit de ces terres.

Ce double transfert devrait favoriser l'intensification de l'agriculture, supprimer les redevances foncières traditionnelles et orienter la mise en valeur du patrimoine foncier en fonction des impératifs du développement local et national.

Dans la région du Fleuve, depuis la promulgation des réformes foncière (1964) et administrative (1982), la loi sur le domaine national n'est appliquée en partie que dans le cadre des périmètres irrigués villageois.

En fait, l'impact de cette loi est encore très limité, le droit foncier traditionnel restant toujours prépondérant.

De plus, il apparaît que, dans le cadre de la zone, le conseil rural de Bokiladji chargé de l'application de cette loi est dominé par les détenteurs de droits fonciers coutumiers sur les terres du Valo.

Cependant, cette loi est une base essentielle de l'évolution future des structures sociales en milieu rural et donc un facteur positif de progrès.

Il y a la situation des terres (susceptibles d'être pionnières) constituées par toutes les terres inhabitées et incultes. Elles ne font l'objet d'aucune appropriation et leurs seules limites sont formées par les cultures pour lesquelles le droit d'appropriation s'arrête à la récolte ; ces terres deviennent alors des pâturages considérés comme n'appartenant à personne. On imagine immédiatement les conflits qui peuvent en résulter entre éleveurs et agriculteurs.

La possibilité pour les éleveurs de pouvoir faire paître leurs troupeaux n'importe où constitue d'ailleurs pour eux la principale assurance contre les aléas climatiques.

Mais la loi sur le domaine national ne contient aucune réglementation sur le parcours. Le décret du 10 Mars 1980 a pour but de faciliter la pratique de l'élevage en accordant aux pasteurs certains droits qui leur sont généralement refusés par les agriculteurs.

## 2.4/4 - Les possibilités de développement sur le plan financier

### 2.4/4.1 - Le budget de la communauté rurale de Bokiladji

La communauté rurale de Bokiladji a un budget de 4 446 000 F.CFA en 1983/84 et peut compter sur des appuis pour réaliser son programme annuel de développement en cours d'élaboration.

Ce budget est constitué par la taxe rurale à laquelle contribue chaque sous-zone suivant le nombre de personnes imposables :

- le Dandémayo : 1 823 400 F.CFA soit 41 %
- le Diéri : 1 038 000 F.CFA soit 23,3 %
- le Lawré : 1 584 000 F.CFA soit 35,7 %

Le recouvrement de la taxe rurale, principale ressource constituant actuellement le budget de la communauté rurale, est rendu difficile à cause de la sécheresse qui sévit dans la région.

La communauté rurale peut en principe bénéficier d'autres ressources : taxe de marchés non communaux, diverses amendes perçues dans le territoire de la communauté etc...

### 2.4/4.2 - Le fonds national de solidarité communautaire

Ce fonds est alimenté par 25 % de la taxe rurale de chaque communauté à l'échelle nationale.

Il a pour but essentiel de soutenir les communautés rurales qui ont de faibles possibilités financières et matérielles pour réaliser leurs objectifs de développement.

Ce fonds devrait être en principe opérationnel lorsque toutes les communautés rurales seront mises en place et leurs budgets fonctionnels.

A cet égard, les communautés périphériques des régions du Fleuve et du Sénégal-Oriental devraient être les bénéficiaires prioritaires de ce fonds de solidarité.

#### 2.4/4.3 - Le crédit agricole

La Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal est officiellement installée le 6 Avril 1984. Elle a un statut de société d'économie mixte au capital de Deux milliards 300 millions intégralement souscrit par l'Etat du Sénégal, la Banque Nationale de Développement du Sénégal (BNDS), l'ensemble des Banques nationales, les coopératives agricoles, des institutions financières internationales entre autres la Caisse Centrale de Coopération Economique et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

La C.N.C.A.S. a pour vocation de couvrir progressivement l'ensemble des besoins de financement du monde rural.

#### 2.4/5 - L'aide extérieure

##### 2.4/5.1 - La participation des émigrés à l'étranger à l'effort de développement des villages

A partir des années soixante dix, conscients de la nécessité de participer au développement de leurs terroirs, les émigrés à l'étranger ont apporté environ 131 millions de Francs CFA à la réalisation de divers projets dans les secteurs : religieux, sanitaire, hydraulique, agricole, etc...

Et il est probable, quel que soit le sort qui sera réservé à la migration économique, que le mouvement de solidarité qui se déploie dans la zone ne s'arrêtera pas. Il y a donc là des possibilités que l'on peut exploiter notamment par le biais des associations d'émigrés à l'Etranger.



#### 2.4/5.2 - L'aide extérieure en faveur de la zone

La Caisse Centrale de Coopération Economique et le Fonds d'Aide de Coopération apportent une assistance financière et technique au développement intégré de la sous zone du Dandémayo.

Cependant beaucoup d'organisation non gouvernementales et d'organismes de coopération bi ou multilatérale interviennent dans la région sur des projets locaux de développement.

## 2.5 - LES BESOINS-IDEES DE PROJET

## INTRODUCTION

Les idées de projet formulées ici sont inspirées par les besoins exprimés par les différents groupes sociaux au niveau des villages.

Elles sont classées par secteur selon leur vocation, et ne sont émises qu'à titre indicatif.

Ces idées de projets serviront donc de base de travail pour la définition des projets. Il reste entendu qu'à la lumière du diagnostic de la situation actuelle, il est possible de modifier cette liste par soustraction, addition ou reformulation d'idées de projet.

(cf. Annexe DIAGNOSTIC - CHAPITRE III - BESOINS - IDEES DE PROJETS -STRUCTURES ET OPTIONS).

**2.5/1 - Idées de projets à vocation productive et économique**  
(par secteur et sous-zone)

SECTEUR	Réf.	IDÉES DE PROJETS	Villages SOUS-ZONES				
			*W	D	L	Total	
A) <u>Hydraulique</u>	A/01	Puits villageois .....	4	1	10	15	
	A/02	Forages pastoraux .....			3	3	
	A/03	Transformation de puits ordinaires en puits forages.....		1	5	6	
	A/04	Réparation et amélioration d'ouvrages hydrauliques.....		2		2	
	A/05	Assainissement des eaux de surface .....	4		18	22	
B) <u>Aménagements hydro agricoles</u>	B/06	Réhabilitation de périmètre	1			1	
	B/07	Approvisionnement en intrants (carburant) .....	3			3	
	B/08	Journées de concertation ....	3			3	
	B/09	Extension et création de PIV	1			1	
C) <u>Agriculture traditionnelle</u>	C/10	Protection phytosanitaire	4	5	18	27	
	C/11	Vulgarisation des facteurs de production .....	4	5	18	27	
	C/12	Multiplication de semences céréalières.....		1	2	3	
	C/13	Diversification des cultures (manioc).....		1		1	
	C/14	Maraîchage .....	3	3	2	8	
D) <u>Elevage</u>	D/15	Soins vétérinaires de base	4	5	18	27	
	D/16	Construction de parc à vaccination .....			1	1	
	D/17	Approvisionnement en aliments de bétail .....	4	5	18	27	
	D/18	Conservation de fourrages...	4	5	18	27	
	D/19	Entretien du bétail .....			1	1	
	D/20	Vente de bétail .....	4	5	18	27	

\* W = Walo ou Dandémayo ; D = Diéri ; L = Lawré

E) <u>Foresterie</u>	E/21	Plantation d'arbres fruitiers	4	5	17	26
	E/22	Plantation d'arbres dans les zones d'habitat et lieux publics .....	4	5	17	26
	E/23	Plantation de brise-vents dans les champs .....		1		1
	E/24	Pépinière communautaire ....		1		1
	E/25	Vergers collectifs .....	1	1	1	3
F) <u>Pêche</u>	F/26	Modernisation de l'équipement de pêche .....	3	-	-	1
	F/27	Création de bassins piscicoles pilotes .....	1	-	-	1
G) <u>Commerce et artisanat</u>	G/28	Marchés permanents .....	1	1	-	2
	G/29	Marchés hebdomadaires .....	-	-	3	3
	G/30	Artisanat rural de source...	1	1	2	4
	G/31	Artisanat féminin de production .....	3	2	3	8

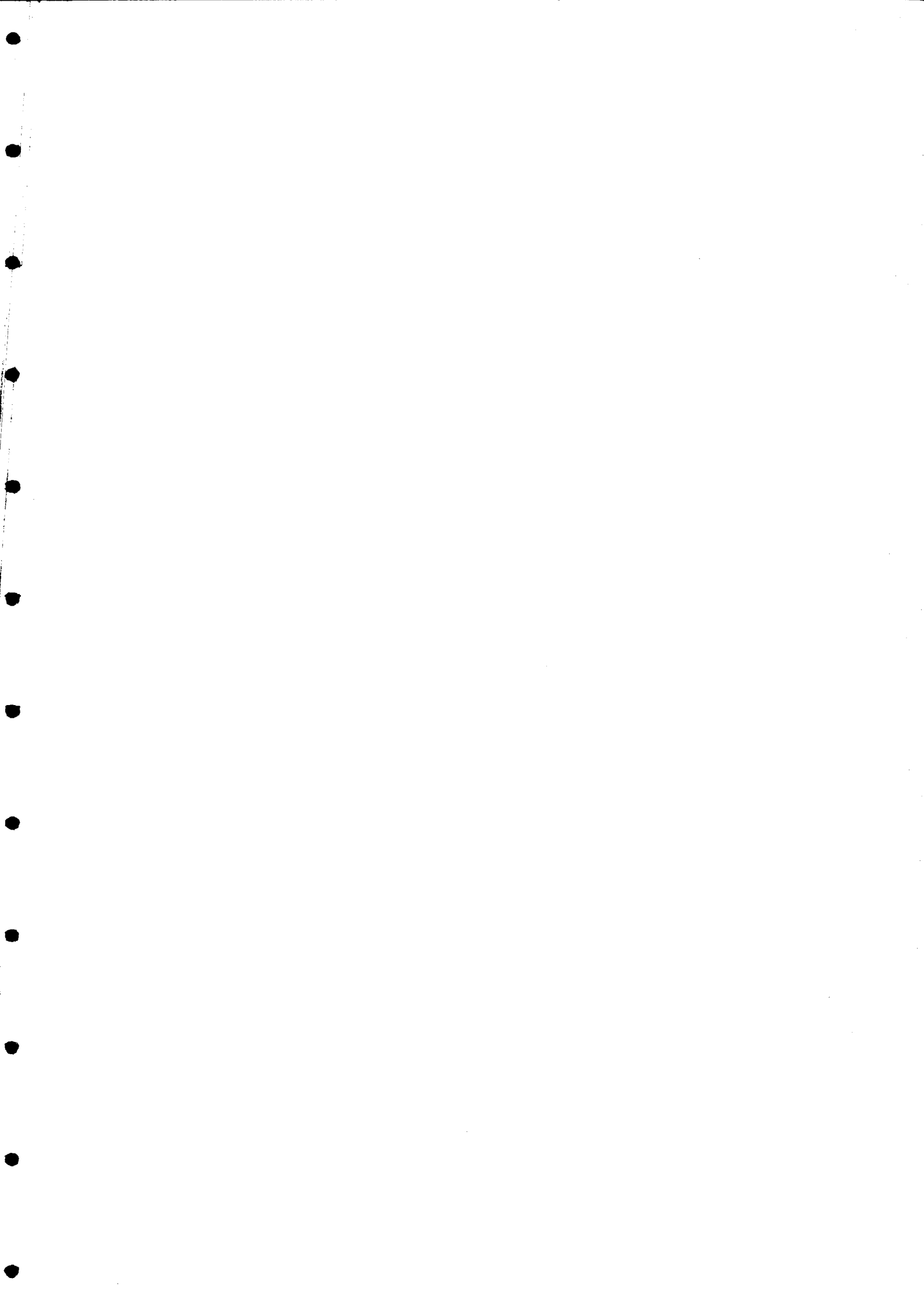
## 2.5/2 - Idées de projets à vocation socio-économique et culturelle

Secteurs	Réf.	Idées de projets	Villages sous-zones				Observations
			W	D	L	Total	
H) <u>Santé Humaine</u>	H/32	Equipement sanitaire .....	1	1		2	
	H/33	Cases de santé et pharmacies villageoises .....	2	1	3	6	
	H/34	Formation d'auxiliaires de santé communautaire.....	2	1	3	6	
	H/35	Programme de protection de la mère et de l'enfant .....	3	4	3	10	
I) <u>Education scolaire</u>	I/36	Réouverture d'école .....			1	1	
	I/37	Création d'écoles .....		2	3	5	
	I/38	Extension scolaire .....		1		1	
	I/39	Equipement scolaire .....	3	1	1	5	
	I/40	Maintenance d'infrastructures scolaires .....	2	1		3	
J) <u>Communication</u>	J/41	Piste du Dandémayo .....	4	1		5	
	J/42	Piste du Lawré .....		1	9	10	
	J/43	Postes et télécommunication ..		1		1	
	J/44	Petit matériel de transport charrettes et pirogues .....	4			4	
K) <u>Condition féminine</u>	K/45	Allègement des travaux des femmes .....	3	3	3	9	
		Insertion des femmes dans la production .....	3	4	3	10	
		Protection de la mère et de l'enfant .....	3	4	3	10	

L) <u>Promotion des jeunes</u>	L/46	Education sportive .....		1		1
		Insertion des jeunes dans la production .....	2	2	2	6
M) <u>Appui du projet</u>	M/47	Appui en organisation paysan- ne .....	4	5	18	27
	M/48	Appui en formation/éducation	4	5	18	27
	M/49	Appui en formation institu- tionnelle .....				
	M/50	Appui en logistique .....				

TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS  
IDEES DE PROJETS PAR VILLAGE





## 2.5/3 - LES BESOINS-IDEES DE PROJETS PAR VILLAGE PAR SECTEUR ET SOUS-ZONE

DANDE- MAYO	S. ZONE	Secteurs Villages	A. H Y D R.					B. A H A				C. AG. TRAD					D. ELEVAGE					E. FORET					F. PECHE		G. COMM ARTIS.					
			01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	
D I E R I		1 - Dembanané	+				+		+	+		+	+		+	+		+	+		+	+	+				+	+	+		+	+	Jeunes et femmes non enquêtés	
		2 - Verma ....	+				+				+	+			+	+		+	+		+	+	+				+	+	+		+	+	Jeunes non enq.	
		3 - Adabéré...	+				+	+	+		+	+			+	+		+	+		+	+	+				+						Jeunes non enq.	
		4 - Lobaly ...	+				+		+	+	+	+			+	+		+	+		+	+	+		+	+							Jeunes non enq.	
		5 - Bokiladji									+	+	+	+	+	+		+	+		+	+	+	+	+				+		+	+		
		6 - Fadiar....	+								+	+			+	+		+	+		+	+	+	+	+				+		+	+		
		7 - Sthiou Fadiar			+						+	+			+	+		+	+		+	+	+										Jeunes non enq.	
L A W R E		8 - St. Demba	-																														Jeunes et fem. non enquêtés	
		9 - Yacine Lake				+					+	+			+	+		+	+		+	+	+										Vil. non enq.	
		10 - Thianiaf				+					+	+				+		+	+		+	+	+									+	Jeunes non enq.	
		11 - Level Baly	-																														vil. non enq.	
		12 - Gawdé Bofé		+			+					+	+		+	+		+	+		+	+	+		+					+	+	+	J et F non enq.	
		13 - Alama.....			+		+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		14 - Kawal .....			+		+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		15 - Bondji Wali			+		+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		16 - Bondji Ndiobo			+		+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		17 - Walidiala	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		18 - Thiavalol			+		+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		19 - Gourel Guéda	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		20 - Ouro MBoulel			+		+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		21 - Ouro Syllamak	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+											" " "
		22 - Tata Bathily	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+											" " "
		23 - G. Wambabé	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+											" " "
		24 - Babangol...		+			+				+	+				+		+	+		+	+	+						+		+		Jeunes non enq.	
		25 - Ganguel Maka		+			+				+	+				+		+	+		+	+	+						+	+			J et F non enq.	
		26 - " M. Demba	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		27 - Appé Diaoubé	+				+				+	+	+			+	+	+	+		+	+	+										" " "	
		28 - " Sakhobé	+				+				+	+				+		+	+		+	+	+										" " "	
		29 - " Ranghabé	+				+				+	+	+		+	+	+	+	+	+	+	+	+										Jeunes non enq.	
		30 - " Dialloubé	-																														Vil. non enq.	
		31 - Bouly Bana	-																															Vil. non enq.

S. ZONES	Nbre	Villages	H. SANTE				I. EDUCATION				J. COMM.				K. FEMMES						L. JEUNES				M. APPUI						
			32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	(14)	(19)	(34)	(35)	(28)	(29)	(31)	46	(25)	(26)	(30)	47		48	49
DANDE-MAYO	1	Dembancané .....	+			+			+	+	+				+	+			+	+		+			+	+	+	+			J et F non enq.
	2	Verma .....									+																+	+			Jeunes non enq.
	2	Adabêré.....		+	+	+			+		+					+		+	+			+					+	+			" " "
	4	Lobaly .....		+	+	+			+	+	+				+	+		+	+			+					+	+			" " "
DIERI	5	Bokiladji.....	+			+		+	+	+	+	+	+		+					+		+	+	+	+	+	+	+			Jeunes non enq.
	6	Fadiar .....						+														+	+			+	+				Jeunes non enq.
	7	Sthiou Fadiar..																													J et F non enq.
	8	Sthiou Demba ...																													
	9	Yacine Laké....		+	+	+		+							+	+		+	+			+					+	+			Village non enq.
	10	Thianiaf .....				+									+			+	+								+	+			Jeunes non enq.
LAWRE	11	Level Baly ....																													Village non enq.
	12	Gawdé Bofé ....		+	+	+	+		+			+			+	+		+	+		+	+		+		+	+	+			J et F non enq.
	13	Alama .....																													" " "
	14	Kawal .....																													" " "
	15	Bondji Wali .....										+																			" " "
	16	Bondji Ndiobo .....																													" " "
	17	Walidiala .....																													" " "
	18	Thiavalol .....																													" " "
	19	Gourel Guéda....																													" " "
	20	Ouro MBoulel ...																													" " "
	21	Ouro Syllamaka .....																													" " "
	22	Tata Bathily ...																													" " "
	23	G. Wambabé .....																													" " "
	24	Babangol .....		+	+	+		+				+			+			+	+		+	+					+	+			Jeunes non enq.
	25	Ganguel Maka .....		+				+				+									+					+					J et F non enq.
	26	" Mame Demba .....																													" " "
	27	Appé Diaoubé....						+				+																			" " "
28	" Sakhobé....										+																			" " "	
29	" Ranghabé ..				+						+			+	+	+		+		+						+	+			Jeunes non enq.	
30	" Dialloubé .....										+																			Village non enq.	
31	Bouly Bana ....																													Village non enq.	

2.6 - ORGANISATIONS D'ASSISTANCE  
GOUVERNEMENTALES ET NON  
GOUVERNEMENTALES ET AUTRES  
(intervenant dans d'autres  
projets au Sénégal)

-----

## INTRODUCTION

Considérant le nombre très limité d'organisations gouvernementales effectivement présentes dans la zone, il a été estimé nécessaire d'identifier par ailleurs d'autres institutions qui interviennent dans des projets du même type à travers le Sénégal.

En effet, la plupart des O N G, selon leurs secteurs d'intervention spécifiques, seraient sûrement intéressées par ce type de projet pour apporter un appui à sa réalisation.

(Réf. Annexe DIAGNOSTIC - CHAPITRE III - BESOINS - IDEES DE PROJETS, STRUCTURES ET OPTIONS).

## 2.6/1 - INSTITUTIONS D'ASSISTANCE GOUVERNEMENTALES

Nbre	Institutions nationales d'assistan- tances	Hydrau- lique	Aménage- ments H.A	Agricul- ture tradit.	Elevage	Fores- terie	Pêche	Artisa- nat	Santé	Educa- tion	Communi- cation	Femmes	Jeunes	Appui projets	Obser- vations
1 -	LA S A E D (C N A P T I)		+		+		+	+						+	
2	Le Secrétariat Exécutif des CER (Secrétariat d'Etat à la Décentra- lisation) .....			+	+							+		+	
3	Le Bureau Organisation et Méthode (Secrétariat Général de la P.R.)													+	
4	Le GOPEC (Développement Social ONG diverses).....		+										+	+	
5	La Direction des Petits Projets Ruraux (Développement Social - Banque Mondiale).....	+	+		+		+	+				+		+	
6	La Cellule de Formation du Secrétariat d'Etat à la Décentralisa- tion .....													+	

2.6/2 - TABEAU DE SYNTHESE DES ORGANISATIONS D'AIDE ET D'ASSIS-  
TANCE PAR SECTEUR

Nbre	ORGANISATIONS D'AIDE ET D'ASSIS- TANCE	Hydrau- lique	Amenage- ments H.A	Agricul- ture tradit.	Elevage	Fores- terie	Pêche	Artisa- nat	Santé	Educa- tion	Communi- cation	Femmes	Jeunes	Appui projet	
1	AFRICARE .....					+			+						
2	ALLEMAGNE .....					+			+						
3	ASBEF (Sénégal).....											+			
4	ASAFED .....											+	+	+	A J A C
5	BIRD .....	+	+	+	+				+	+	+	+			
6	BIT .....							+				+			
7	BOAD .....	+													
8	C C C E .....		+	+		+			+						
9	CANADA .....				+				+	+					
10	CARITAS.....	+	+		+			+	+			+			
11	CATHIVEL .....								+			+			
12	CHINE POPULAIRE .....	+	+						+						
13	CONSEIL OEUCUMENIQUE .....											+			
14	ENDA TIERS-MONDE .....													+	Projet in- tègre
15	F A C .....		+	+					+			+			
16	F A O .....		+			+									
17	FED .....	+	+	+		+									
18	F E N U .....							+				+			
19	FREDERIC HEBERG (Fondation).....													+	
20	IRAN .....			+											Audiovisuel
21	ITALIE .....								+						
22	KOWEIT .....				+										
23	OFADDEC .....		+		+				+					+	
24	OMVS.....								+			+			
25	PAYS-BAS .....								+						
26	PLAN INTERNATIONAL .....	+										+			
27	PNUD .....		+			+		+				+		+	
28	SOS SAHEL .....	+										+			
29	VIPE .....					+			+			+			
30	UNICEF .....							+	+			+		+	
31	USAID .....	+		+	+		+		+			+		+	
32	VOLONTAIRES FRANCAIS DU PROGRES	+		+	+		+		+			+		+	P. Intègre
33	ZONTA CLUD SENEGAL .....											+			

CHAPITRE III - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



### 3/1 - CONCLUSIONS DE L'ETUDE D'IDENTIFICATION (ORIENTATIONS GENERALES)

#### INTRODUCTION

La politique de développement rural au Sénégal, et singulièrement dans le bassin du Fleuve Sénégal, est fondée sur quatre options majeures :

- 1 - l'auto suffisance alimentaire pour les hommes et pour le bétail
- 2 - la maîtrise de l'eau pour satisfaire les besoins en eau des hommes, des cultures et du cheptel
- 3 - le reboisement systématique pour arrêter l'avancée du désert
- 4 - la responsabilisation des producteurs et des communautés locales.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les besoins des populations rurales, les grands axes d'intervention en vue du développement de la zone et les points stratégiques où les efforts de développement doivent être portés en priorité.

#### 3-1/1 - L'esquisse des axes d'intervention en vue du développement

A la lumière du diagnostic de la situation actuelle, l'on peut dégager trois axes essentiels :

- 1 - la restructuration de l'économie de la zone avec comme supports des services sociaux, économiques ... ;
- 2 - le renforcement des capacités d'appui de l'encadrement et la coordination des intervention de celui-ci ;
- 3 - l'organisation, la formation et l'éducation des populations-cibles.

### 3-1-1/1 - La restructuration de l'économie de la zone

Cette restructuration doit se faire sur la base de l'intégration des activités productrices ordonnées à des services sociaux, économiques et des infrastructures de communication qui accompagnent toute entreprise de développement ayant pour finalité le bien-être de l'homme.

Ainsi, les aménagements envisagés dans le bassin du Fleuve Sénégal devraient à terme intégrer à la fois l'agriculture (périmètres irrigués) mais également la sylviculture (bois irrigués) la pisciculture (bassins piscicoles) et les cultures fourragères (périmètres fourragers).

Aussi dans la zone sylvo-pastorale, avec le support d'un réseau de forages bien implanté, il devrait être possible, en plus des cultures pluviales vivrières, d'aménager des jardins maraîchers et des bois villageois en développant le système de canalisation. L'élevage intensif doit, à terme, se substituer à l'élevage extensif.

### 3-1-1/2 - La coordination et le renforcement des appuis

En effet, vu le manque chronique de moyens au niveau des services d'encadrement de base, il est nécessaire de renforcer les capacités d'intervention des organisations d'assistance aussi bien en formation-recyclage qu'en logistique. Mais il est surtout impérieux de coordonner à la base les interventions sectorielles des différents agents en vue d'en assurer la complémentarité et la cohérence pour aboutir à un même objectif : l'émancipation des populations rurales.

### 3-1-1/3 - L'organisation, la formation et l'éducation des populations

Le diagnostic de la zone a montré les forces et les faiblesses des structures villageoises anciennes ainsi que celles des structures intervillageoises institutionnalisées.

Il convient à cet égard d'envisager en direction des populations, des appuis en organisation et en formation qui doivent en principe accompagner tous les projets.

Mais il est surtout important d'accorder une mention spéciale à l'éducation pour que dans la zone soient dépassés les tensions entre générations et entre castes, les clivages entre ethnies et entre villages.

En effet, il est indispensable qu'il soit vécu par tous une solidarité et une cohésion sociale sans lesquelles il sera difficile de faire porter le développement de la zone par tous.

Il s'agit précisément de permettre à tous les groupes sociaux de participer à la gestion des affaires, dans le cadre des coopératives et communautés rurales, des groupements de producteurs et des associations.

### 3-1/2 - Les points stratégiques de développement

Il est important d'insister sur la définition judicieuse des milieux et des cibles sur lesquels il convient d'appliquer les efforts pour un développement harmonisé et solidaire au profit des plus défavorisés et du plus grand nombre.

A l'heure actuelle, c'est une tâche très difficile à mener dans la mesure où les clivages sociaux dans la zone sont susceptibles de compromettre la pertinence des choix de priorités en tenant compte objectivement des spécificités, des potentialités et des contraintes.

Cependant, de l'analyse de la situation actuelle, il ressort que

1) Le Lawré est la sous-zone la plus marginalisée et la plus déshéritée, tandis que les femmes et les jeunes ne sont pas intégrés dans les centres de décision ni dans les circuits de production.

2) Bokiladji (Diéri), chef-lieu de la communauté rurale, jouera la fonction de pôle d'intégration entre les trois sous zones, et doit être équipé en conséquence.

3) Le Dandémayo, qui a la vocation d'être le centre de développement de la culture irriguée et de la pêche, est en voie d'aménagement hydro-agricole.

### 3-1-2/1 - Le Lawré pôle secondaire de développement agro-sylvo-pastoral

A cet égard, le Lawré, si l'on en juge par son état de pénurie, devrait être une sous-zone de priorité 1 où les besoins urgents sont :

- . l'eau (hydraulique pastorale et humaine)
- . les aliments de bétail pour la production de lait et le naissage
- . les soins de santé animale
- . la diffusion du souna III et du matériel agricole de sarclage (houes)
- . l'école : la réouverture de l'école de Gawdé Bofé réclamée avec insistance
- . la construction d'une piste de desserte reliant la zone à Bokiladji.

### 3-1-2/2 - La femme, facteur de bien-être familial

Dans l'ordre des priorités 1, l'amélioration de la condition féminine dans la zone devrait prendre également une place privilégiée, en réponse aux besoins que sont :

- . la protection de la mère et de l'enfant (visites prénatales, vaccination et alimentation des enfants) ;
- . l'allègement du travail des femmes dans les domaines de l'exhaure et du pilage ;
- . l'insertion des femmes dans la production, notamment dans le maraîchage et l'artisanat.

3-1-2/3 - Bokiladji, chef-lieu de la communauté rurale, pôle d'échanges et centre des services

En effet, Bokiladji, peut s'inscrire en priorité 2. Etant un village central par rapport aux sous-zones du Lawré et du Dandémayo, il doit jouer un rôle important sur le plan :

- . sanitaire avec son dispensaire et sa maternité (mais non encore équipés) ;
- . commercial : l'on peut installer un marché central qui accueillerait entre autres produits le bétail et le poisson ;
- . éducatif : à créer un centre de formation communautaire pour l'artisanat et les formations d'appui au projet ;
- . agricole : un centre de multiplication des semences et des plants : sorgho féla nébané, mil souna III, manioc, et pépinière communautaire pour la foresterie rurale.

3-1-2/4 - Le Dandémayo, pôle de développement de la culture irriguée et de la pêche

Avec les aménagements en cours des barrages de Diama et Manantali, la mise en valeur agricole de cette sous-zone entre dans les perspectives de développement des systèmes de production irrigués inscrites dans les programmes de développement du bassin du fleuve Sénégal en cours d'étude.

Cependant, il est urgent de résoudre les problèmes de :

- . l'accessibilité de la zone qui est enclavée pendant la saison sèche empêchant l'utilisation optimale des équipements collectifs (postes et télécommunications dispensaire et maternité -non encore équipée- magasins de consommation).
- D'où la nécessité de construire une piste de desserte pour désenclaver le Dandémayo
- . la pêche encore à l'état artisanal avec un équipement rudimentaire
- . la culture attelée bovine en difficulté

3-1-2/5 - Dans toute la zone, sont exprimés des besoins sur :

- . la plantation d'arbres fruitiers
- . la protection phytosanitaire
- . la santé animale
- . l'hydraulique villageoise
- . l'assainissement des eaux de surface
- . la formation artisanale
- . le cas des jeunes toujours préoccupés par la migration à l'étranger, alors que ceux qui n'ont pas la possibilité de partir désirent leur insertion dans la production fruitière ou dans la filière de formation artisanale.

3/2 - RECOMMANDATIONS POUR L'ETUDE DE LA PHASE APPLICATION

### 3-2/1 - L'association des efforts Population - Etat - Organismes de Coopération

1 - Les partenaires susceptibles d'être impliqués dans le processus de mise en oeuvre du projet (SAED, Autorités administratives) ont suggéré que, pour l'expérimentation de la nouvelle stratégie de développement rural dans le bassin du Fleuve Sénégal, il soit retenu :

- i) une aire d'opération restreinte permettant de réaliser rapidement une étude concrète et une application pratique (communauté rurale) ;
- ii) un programme d'actions minimum à court terme en tenant compte des besoins prioritaires du MILIEU ainsi que
- iii) des possibilités réelles et immédiates de participation des populations et des services d'appui locaux.

2 - Cependant, si l'on tient compte de la conjoncture difficile qui prévaut dans la zone aussi bien au niveau des populations que des services locaux, l'on peut affirmer que la réussite du Projet nécessitera l'association effective des efforts des Populations, d'une assistance plus accrue des Pouvoirs publics et même de l'aide des organismes de Coopération.

### 3-2/2 - Le projet local de développement

3 - C'est pourquoi, il est utile de rappeler qu'au Sénégal, dès le second plan, le projet local a été retenu dans la stratégie de planification et de développement du pays.

Selon cette option, le projet local se caractérise par la participation nécessaire d'une collectivité donnée (communauté rurale, coopérative, groupement de producteur ou autre) au choix, à la mise au point et à la réalisation d'un projet qui la concerne. Le financement en est assuré par la collectivité (sous forme d'apports en nature, en capital ou en travail ou sous forme de remboursement d'un emprunt) qui recevra de l'Etat une aide liée :



sous forme d'études, d'assistance directe à la réalisation, de matériaux ou de subvention. Cette aide liée ne sera accordée que si l'apport de la population est effectif."

4 - Le but des projets locaux est :

- d'habituer les collectivités (et les organisations qui les assistent) à initier, à réaliser et à gérer par elles-mêmes des opérations de développement à caractère rentable, à prise en charge locale, cohérentes avec les programmes régionaux et de zone ;

- de mettre au point sur le terrain les méthodes d'association des efforts de la population, de l'aide de l'Etat et autres appuis extérieurs ;

- de dégager méthodiquement de nouvelles sources d'investissement privé et coopératif soit par utilisation de l'épargne locale, soit par investissement humain.

Depuis 1972, l'institution des communautés rurales a offert un cadre et une possibilité pour la mise en oeuvre de ce type de projets de développement.

### 3-2/3 - Les écueils à éviter

5 - D'une part, l'on doit veiller à ce que la participation populaire au projet ne soit pas l'apanage de quelques notabilités ou d'un groupe particulier au sein de la communauté.

En effet, dans la zone, se pose le problème de la structure de l'autorité : prééminence liée à l'âge, la naissance, au sexe, au savoir. Cette situation est susceptible de contrarier une organisation démocratique au niveau du projet et de le faire dévier de ses objectifs.

Et comme l'on ne peut se passer de la collaboration de ces leaders (qui occupent le pouvoir traditionnel et institutionnel) parce qu'ils peuvent contrer la participation populaire, l'on doit trouver des formules qui les mettent au service et les soumettent au contrôle de la collectivité.

6 - D'autre part, il a été constaté que généralement, les principes et modalités de la méthodologie pour la mise en oeuvre des projets locaux ne sont pas toujours suivis par l'encadrement qui est très pressé d'obtenir des résultats.

D'abord, pour aller vite, il pense pouvoir déterminer pour les paysans l'ordre de priorité de leurs besoins en décidant à leur place.

Ensuite, l'encadrement craint de susciter des attentes longues ou vaines en discutant avec les paysans de leurs besoins et de leurs projets de développement, sans être assuré d'obtenir par la suite le financement nécessaire à leur réalisation.

C'est le lieu de souligner l'importance des qualités pédagogiques exigées à l'encadrement :

- . pour la mise en oeuvre de programme d'actions concertées liant effectivement les différents partenaires que sont la collectivité, l'Etat et éventuellement le(s) donateur(s) qui doivent chacun respecter ses engagements afin de garantir la réussite du projet ;

- . pour que les bénéficiaires se sentent directement aussi responsables (sinon plus que l'encadrement) pour mieux comprendre le sens des échecs et pouvoir en tirer des leçons pertinentes pour l'avenir ;

- . pour que les bénéficiaires de projet tiennent des assemblées générales d'évaluation périodique qui seules permettent d'assurer un contrôle régulier et un suivi permanent de l'exécution du projet.

### 3-2/4 - Pour l'étude d'application

7 - Pour la suite de la préparation du Projet, il est nécessaire de poursuivre la concertation entre les maîtres d'oeuvre, les services d'appui et les populations pour examiner d'une part les résultats de la phase "Identification" et d'autre part les propositions relatives à la phase "Application".

Cette restitution aux populations du travail fait avec leur participation est importante, dans la mesure où elle permet à celles-ci d'y apporter des corrections ou des suggestions en s'impliquant ainsi davantage dans le Projet.

8 - Sur la base des idées de projet qui leur seront soumises, les populations choisiront elles-mêmes les projets qui les conviennent :

- pour constituer d'une part leur "Banque Communautaire de Projets" et
- pour retenir d'autre part les projets prioritaires réalisables à court terme.

Les projets productifs qui exigent un examen plus approfondi feront l'objet d'une étude de factibilité qui sera réalisée par les spécialistes des secteurs concernés.

9 - Lorsque les choix seront définitivement fixés, il sera élaboré avec les populations :

- le Programme Pilote Minimum
- le Dispositif de Gestion du Projet
- le Calendrier prévisionnel de mise en place du projet.

10 - La démarche méthodologique proposée (et suivie pendant cette première phase) est schématisée comme suit :

## Schéma de la méthodologie générale

### Phase 0 : Choix de la zone

Echanges avec les maîtres d'oeuvre sur les critères de choix de la zone et le déroulement de l'étude	Echanges avec les responsables régionaux, départementaux et locaux sur le projet et le choix de la zone	Concertation avec les populations (conseil rural et villages) sur le projet, le choix de la zone et les enquêtes
001	002	003

### Phase I : Etude d'identification du projet

#### Etape A Enquête

Recueil des données de la zone (dans une perspective historique) sur les : <ul style="list-style-type: none"> <li>• système social</li> <li>• éco-système</li> <li>• systèmes de production</li> <li>• et autres domaines</li> </ul>	Recueil des besoins socio-économiques dans les différents secteurs : hydraulique, agriculture, élevage forêts, pêche, santé, éducation économie, artisanat, communication	Inventaire des structures et des possibilités locales dans la zone sur la base de A04 et A05	Inventaire des institutions gouvernementales et non gouvernementales susceptibles d'apporter un appui au projet sur la base de A04 et documents
A04	A05	A06	A07

#### Etape B Le diagnostic

Analyse des options et orientations par secteur en rapport avec la participation populaire	Détermination des contraintes et des potentialités de la zone sur la base de A04 à A07	Formulation des idées de projets et leur justification sur la base de A05, B08 et B09
B08	B09	B10

Les axes d'intervention en vue du développement de la zone sur la base de A04 à A07 B08 à B10

B11

Les points d'application prioritaires des efforts de développement sur la base de A04, A05 - B08 à B10

B12

Les cibles :  
- groupes sociaux  
- structures sur la base de :  
A05, A06 - B08 à B10

B13

### Phase II - Etude d'application du projet

Etape C  
Concertation  
entre les  
phases I & 2

Sur la base du rapport échange avec les maîtres d'oeuvre sur les phases I et II

C14

Information sur la phase I et échange avec les structures d'appui régionales, départementales et locales

C15

Restitution de la phase I et échange avec les populations de la zone sur les phases I et II

C16

Etape D  
Choix et  
définition  
des  
projets

Constitution de banque communautaire de projets avec les populations

D17

Choix initial avec les populations des projets de première génération (en fonction des besoins prioritaires) réalisables à court terme

D18

Définition des projets avec les populations : cibles, points d'implantation, objectifs, moyens.  
Etude de factibilité des projets productifs si nécessaire

D19

Etape E  
Elaboration des programmes  
dispositif de gestion et  
calendrier de mise en  
place du projet

Choix définitif des projets après étude et élaboration avec les populations

- du programme pilote minimum (P P M)
- du dispositif de gestion du projet (D G P)
- du calendrier prévisionnel du projet (C P P))

E20

A N N E X E S

- RP1 - Fiche Population
- RP2 - Fiche Emigration
- RP3 - Répertoire des terrains et points d'eau
- RP4 - Expérience des CUMA (Région du Fleuve)
- RP5 - Expérience de projets intégrés à la base (Région du Sénégal-Oriental).

FICHES ANNEXES

## POPULATION DE LA COMMUNAUTE RURALE DE BOKILADJI - RP1

Zone	Villages	Nbre de car- rès	IMPOSA- BLES		ENFANTS		EXEMPTES		Popula- tion
			Hom- mes	Fem- mes	Gar- çons	Fil- les	Hom- mes	Fem- mes	
	Alana .....	29	135	122	95	72	3	4	431
	Babangol .....	14	96	109	80	66	5	7	363
	Appé Sakhobé .....	5	29	26	23	13	-	2	93
	Appé Ranghabé .....	12	36	49	30	23	-	2	140
	Appé Diaobé .....	13	57	40	41	35	1	2	176
	Appé Dialloubé.....	1	7	5	2	1	-	1	16
	Bouly Bany .....	4	26	17	16	-	-	-	59
	Ganguel Maka .....	47	277	188	143	93	13	15	679
	Ganguel Demba .....	2	10	4	7	10	1	-	32
	Gaoudé Boffé .....	30	133	107	95	75	10	8	428
	Gaoudé Wambabé ...	3	41	34	44	40	1	1	161
	Gourel Guéda .....	3	10	11	12	11	-	-	44
	Kaval .....	19	171	153	95	57	11	16	503
	Level Baly .....	1	5	5	2	3	-	-	15
	Ouro MBoulel.....	12	94	109	58	37	3	4	305
	Ouro Silamaka .....	2	11	10	3	2	-	3	29
	Sinthiou Demba .....	3	9	11	6	7	1	-	34
	Sinthiou Fadiar....	44	156	170	120	114	7	12	579
	Tata Bathily .....	3	25	20	26	14	-	-	85
	Thiavalol .....	18	76	66	63	46	6	-	257
	Walidiala M. Samba	4	14	16	24	15	-	1	70
	Bokiladji .....	60	261	238	174	170	4	2	849
	Bondji NDiobo .....	3	16	14	8	2	1	1	42
	Bondji Waly .....	32	106	108	95	68	6	3	386
	Fadiar .....	16	92	85	66	52	2	2	299
	Thianiaf .....	26	82	90	75	53	5	6	311
	Yacine Lacké .....	47	242	267	195	109	11	8	832
	Adabéré .....	73	377	353	273	287	21	15	1 326
	Dembancané .....	79	672	708	521	445	44	57	2 447
	Lobaly .....	52	339	309	244	213	23	31	1 165
	Verma .....	12	145	136	69	36	12	10	408
		665	3 703	3 602	2 767	2 203	183	215	12 673



L'EMIGRATION DANS LA ZONE - RP2

	Population présente			Population en			dont Fran- ce	Valeur des		Date de ler dé- part	R E A L I S A T I O N S
	Nbre car- rés	Popu- la- tion	Moy. car- ré	Fran- ce	Afri- que	Moy. car- ré		réali- sa- tions	dont mos- quée		
<u>DANDE MAYO</u>											
Dembancané .....	79	2 447	31	405	8	5,2	5,1	24,2	9,0	1950	1 mosquée, une poste, une maternité, 2 classes, un magasin
Verma .....	12	408	34	45	3	4	3,75	1,0	1,0	1952	1 mosquée en cours
Adabéré .....	73	1 326	18	100	3	1,4	1,3	3,5	3,0	1951	1 mosquée, soutien P I V
Lobali .....	52	1 165	22	118	30	2,8	2,6	17,8	17,0	1953	2 mosquées, 3 pirogues, soutien P I V
	<u>/216/</u>			<u>/ 668/</u>	<u>/44/</u>	<u>/ 3,2/</u>	<u>/3,0/</u>	<u>/46,5/</u>	<u>/30/</u>		
<u>D I E R I</u>											
Bokiladji .....	60	849	14	170	30	3,3	2,8	39	15,0	1955	1 mosquée, 1 moteur, 1 dispensaire, 1 maternité, 2 magasins.
Fadiar .....	16	299	18	35	10	2,8	2,1	1,5	1,0	1951	1 mosquée, 1 puits
St. Fadiar .....	44	579	13	0	0	0	0	-	-	-	
St. Demba .....	3	34	11								
Yacine Laké .....	47	832	18	88	32	2,5	1,8	18,2	3,5	1959	1 mosquée, 3 puits, 1 forage
Thianiaf .....	26	311	12	38	2	1,5	1,4	9,2	6,0	1947	1 mosquée, 1 forage
	<u>/197/</u>			<u>/331/</u>	<u>/74/</u>	<u>/2/</u>	<u>/1,68/</u>	<u>/67,9/</u>	<u>/25,5/</u>		
<u>L A W R E</u>											
Gawdé Bofé .....	30	428	14	2	30	1,0	-	0,5	0,5	1966	1 mosquée
Alama .....	29	431	15	24	1	0,8	0,8	3,0	1,0	1963	1 mosquée, 4 puits
Kawal .....	19	503	26	30	3	1,7	1,5	6,0	6,0	1961	1 mosquée
Bondji Wali.....	32	386	12	12	9	0,6	0,3	0,2	0,2	1968	1 mosquée
Bondji NDiolo ....	3	42	14	5	0	1,6	1,6	0		1968	
Walidiala .....	4	70	17	4	2	1,5	1,0	0		1968	
Thiavalol .....	18	257	14	6	4	0,5	0,3	0,2	0,2	1968	1 mosquée
Gourel Guida .....	3	44	14	2	4	2,0	0,6	0,7	0,2	1972	1 mosquée
Ouro Mboulel .....	12	305	25	21	4	2,0	1,7	3,5	3,0	1961	1 mosquée, 1 puits

./.

Ouro Syllamaka .....	2	29	14	3	1	2,0	1,5	0		1961	
Tata Bathily .....	3	85	28	1	0	0,3	0,3	0		1983	
G. Wambabé .....	3	161	53	3	3	2,0	1,0	0,2		1981	1 mosquée
Babangol .....	14	363	26	21	9	2,0	1,5	2,0	2,0	1967	1 mosquée en cours
Ganguel Maka .....	47	679	14	89	60	3,0	1,8	0,1	0,1	1960	1 tapis de prière
Ganguel Mame Demba...	2	32	16	3	0	1,5	1,5	0	0	1980	
Appé Diaobé .....	13	176	13	8	2	1,3	0,6	0,2	0,2	1965	1 mosquée
Appé Sakhobé .....	5	93	18	6	4	2,0	1,2	0,4	0,4	1963	1 mosquée
Appé Ranghabé .....	12	140	11	15	3	1,5	1,2	0,1	0,1	1963	1 mosquée
Appé Dialloubé .....	1	16	16								
Bouli Bana .....	4	59	14								
	<u>/252/</u>			<u>/137/</u>	<u>/139/</u>	1,09	0,54	<u>/16,6</u>	<u>/14,1</u>		
	665			1 254	257			131,0	70,6		

RP3

Répertoire Toponymique  
des terrains\* et points d'eau  
appropriés (et fréquentés) par  
les villages de la zone

-----

SONED-AFRIQUE

142, Rue de Bayeux

\* Terrains portant cultures,  
pâturage et forêts dépériées

Mars, 1984

◇ Céanes et  
marigots

### FONCIER

La terminologie vernaculaire les terres et les cultures de diéré (terres non inondables portant les cultures d'hivernage) et celles de Oualo (terres du lit majeur arrosées par les eaux du Fleuve portant les cultures de décrue).

Les terres de Oualo présentent une grande diversité :

1 - le falo (pluriel palé) : terres situées sur les berges du Fleuve Sénégal et des marigots adjacents sont régulièrement inondées et bénéficient d'une humidité constante favorable à la culture des légumes ;

2 - le fondé : terres hautes isolées ne sont submergées par les eaux du fleuve que pendant les fortes crues et peuvent porter des cultures d'hivernage ;

3 - le collengal (pluriel colladé ou hollaldé) : terres de décrue favorables à la culture du sorgho.

SOUS-ZONES villages	Toponymie des terrains et marigots appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone			
	Terres Walo      Sénégal		Terre Walo      Mauritanie	Marigot      au Sénégal
DANDEMAYO  Dembancané	A) <u>Fondé</u>  1 - Kholy Ndiogou : Maïs      Sorgho 2 - Walléré                      "              " 3 - Diébédougou                      "              " 4 - Moussa Salma                      "              "              légume 5 - Follo Nakhané                      "              "              " 6 - Boféla                      "              "              "  B) <u>Kollangal</u> 7 - Néné Breniou : Sorgho 8 - Kounédy : Riz 9 - Kédadio(ou Birom) : riz 10 - Kollangal lémé : samé 11 - Thianiaf Khoré : riz 12 - Thianiaf Tougouné : riz 13 - Moussan Khoré : riz 14 - Ama Sylla : riz		C) <u>Fondé (à Vompou)</u>  1 - Kassambou 2 - Ballé I 3 - Ballé II 4 - Samam paré 5 - Songandou 6 - Touroung khoré 7 - Rakhé 8 - Diolankhoré 9 - Lokhé 10 - Bangaly  D) <u>Kollangal</u> 1 - Tépol          E) <u>Transhumance au Mali</u> 1 - Farabanía 2 - Niagara	F) <u>Marigot</u>  1 - Kédadio 2 - Thianiafou Khoré 3 - Moussan Kharé 4 - Ama Sylla 5 - Toulel Guidé 6 - Toulel Deppé  G) <u>Forêts dépéries</u> 1 - Diamé Sadata 2 - Dembéléla  H) <u>Espaces pastoraux au Sénégal</u> Espaces pastoraux 1 - Boféli 2 - Valléré 3 - Toulel       I) <u>Transhumance au Ferlo</u> 1 - Ganguel 2 - Appé
VERMA	A) <u>Fondé</u>  1 - Boféli : maïs, légumes 2 - Walléré Khoré : Sorgho 3 - Kadio : sorgho 4 - Alingoli 5 - Nianghari 6 - Toulel Guidé : riz 7 - Toulel Deppé : riz 8 - Monionghori : riz  B) <u>Kollongal</u> 1 - Adandi : riz		C) <u>Kollangal</u>  1 - Kollangal Khoré 2 - Kollangal Lémé  D) <u>Fallo</u> 1 - Fallo Khoré 2 - Fallo lémé 3 - Madikilé	E) <u>Marigots</u>  1 - Toulel Guidé 2 - Toulel Deppé 3 - Manianghory 4 - Adandi  F) <u>Espaces pastoraux</u> 1 - Kadio 2 - Valléri 3 - Toulel 4 - Bofoli

SOUS-ZONES Villages	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone		
	Terres Walo au Sénégal	Terres Walo en Mauritanie	Marigots au Sénégal
ADABERE	<p>A) <u>Fondé</u></p> <p>1 - Fondé Thiamalé      maïs, sorgho  2 - Fondé Boro            "            "  3 - Kimbir Fogndou  4 - Kimbir Khoré  5 - Fadiar less</p>	<p>B) <u>Kollungal (à Coumbô)</u></p> <p>1 - Coumbô Kollangal</p>	<p>C) <u>Les marigots</u></p> <p>1 - Thiofol  2 - Mbirkhoré  3 - Mbirdénivel  4 - Mbir Ganiandji  5 - Thiamalé</p> <p>D) <u>Espaces pastoraux</u></p> <p>1 - Sagadou  2 - Kadio</p>
LOBALI	<p>A) <u>Fondé</u></p> <p>1 - Fondé Malal : maïs, Sorgho, légumes  2 - Fondé Lavassi            "            "  3 - Fondé Alalévi            "            "</p> <p>B) <u>Kollangal</u></p> <p>1 - Kollangal Ditaw      Sorgho, melon  2 - Kollangal Ndiogué      "            "</p>	<p>C) <u>Fondé (à Sanghé)</u></p> <p>1 - Sanghé Fondé</p> <p>D) <u>Kollangal</u></p> <p>1 - Sanghé Kollangal</p> <p>E) <u>Transhumance en Mauritanie</u></p> <p>1 - Sanghé</p>	<p>F) <u>Diéri au Sénégal</u></p> <p>1 - Godjwel Diawbé</p> <p>G) <u>Les marigots</u></p> <p>1 - Thiofy  2 - Saysayndé</p> <p>H) <u>Espaces pastoraux au Sénégal</u></p> <p>1 - Fondé Levasse  2 - Fondé Malal  3 - Fondé Alalévi  4 - Thiofy  5 - Saysayndé</p>

SOUS-ZONES	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone	
VILLAGES	TERRES Walo au Sénégal et en Mauritanie	Terres Diéri et marigots au Sénégal
DIERI Bokiladji	<p>A) <u>Kollangal au Sénégal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 - Ignthi Virgoumbo : riz</li> <li>2 - Kibili Virgoumbo : riz</li> <li>3 - Samassa m'para : "</li> <li>4 - Masylla : polyculture</li> <li>5 - Demba lèla : sanio</li> <li>6 - Gangalémé : sanio</li> <li>7 - Mama Labo Khoré : maïs</li> <li>8 - Mama Labo Tougouné : "</li> <li>9 - Digan Kholé : sorgho</li> <li>10 - Massoumin ndalla : riz</li> <li>11 - Niakhandou ndalla : "</li> <li>12 - Diabana Khoré : "</li> <li>13 - Sakhabo ndalla : "</li> <li>14 - Demba ndalla : "</li> <li>15 - Maréga ndalla : "</li> <li>16 - Kollangal lémé : sorgho</li> <li>17 - Boboya : sorgho, riz</li> </ul> <p>B) <u>Kollongal en Mauritanie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 - Sanghé Kollangal</li> </ul>	<p>C) <u>Diéri au Sénégal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) Appé Diré : souna, sanio</li> <li>2) Appé Kavanté : sanio</li> <li>3) Samba lakhé : sorgho</li> <li>4) Touléli : sorgho</li> <li>5) Daban Tiga : arachide</li> <li>6) Séno : arachide</li> </ul> <p>D) <u>Céane</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) Digan Kholé</li> </ul> <p>E) <u>Marigots</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1) Kédadio</li> <li>2) Moussan Kharé</li> <li>3) Ama Sylla</li> <li>4) Toulel</li> </ul> <p>F) <u>Espaces pastoraux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 - Samba Lakhe</li> <li>2 - Séno</li> <li>3 - Appé Diré au Ferlo</li> </ul> <p>G) <u>Forêts déperies</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 - Diamé Sadala</li> <li>2 - Dembéléla</li> <li>3 - Appé Diré</li> </ul>
SINTHIOU FADIAR		<p>A) <u>Diéri au Sénégal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 - Séno</li> <li>2 - Niarouval</li> </ul> <p>B) <u>Espaces pastoraux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 - Niarouvel</li> <li>2 - Séno</li> <li>3 - Sangharé (au Ferlo)</li> </ul>

SOUS-ZONES Villages	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone	
	Terres Walo au Sénégal	Terres Diéri au Sénégal
FADIAR	<p>A) <u>Kollangal</u></p> <p>1 - Mbirfondi : samé</p> <p>2 - Gardjingola : "</p> <p>3 - Diabé thiaski : riz</p> <p>4 - DOUNGOUNBA : "</p> <p>5 - Guével : samé</p> <p>6 - Draba ndalla : riz</p> <p>7 - Mariam ndalla : riz</p> <p>8 - Yéri Mam para : riz</p> <p>9 - Sambala Mody : riz</p> <p>10 - Irniba : sorgho</p>	<p>B) <u>Diéri au Sénégal</u></p> <p>1 - Fadiar less : arachide, sorgho</p> <p>2 - Niarouvel : sorgho</p> <p>3 - Diabancaré : riz</p> <p>4 - Séno : arachide</p> <p>C) <u>Marigots</u></p> <p>1 - Drabancaré :</p> <p>2 - Sambala modi :</p> <p>D) <u>Espaces pastoraux</u></p> <p>1 - Irniba</p> <p>2 - Fadiar less</p> <p>3 - Sanghré (fréquenté au Ferlo)</p>
YACINE LAKE	<p>A) <u>Fondé</u></p> <p>1 - Babangol : maïs</p> <p>2 - Kouné-di : niébé</p> <p>3 - Ndiorol : courge</p> <p>B) <u>Kollangal</u></p> <p>1 - Thiavalol : pastèques, samé, niébé</p> <p>2 - Gonghé : courge</p> <p>3 - Samaldou : courge</p> <p>4 - Bodié Yacine : courge</p>	<p>C) <u>Diéri</u></p> <p>1 - Bidal : nienico, souna, féla, arachide</p> <p>2 - Niarouvel</p> <p>3 - Ouro Mbourel : souna, féla, arachide</p> <p>4 - Level Bali : " " "</p> <p>D) <u>Marigots</u></p> <p>1 - Kounédy Yacine : " "</p> <p>2 - Kounédy Mawndou</p> <p>3 - Kounédy Fouyndou</p> <p>4 - Ndwral</p>
	<p style="text-align: center;"><u>E S P A C E S P A S T O R A U X</u></p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p><u>Transhumance en Mauritanie</u></p> <p>Diarébi</p> <p>Tagoutala</p> <p>Koussané Gourel</p> <p>Gourel Seydi Adama</p> <p>Au Mali</p> <p>Kidira (Nioro)</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>1 - Paravol Koba</p> <p>2 - Kadiel Diobolel</p> <p>3 - Level Bali</p> <p>4 - Patoki (fréquenté au Ferlo)</p> <p><u>Forêts dépéries</u></p> <p>1 - Fondé Gniba</p> <p>2 - Kougnétigué</p> <p>3 - Barguel Toumané</p> <p>4 - Soulé Fourdi</p> </div> </div>	



SOUS-ZONES VILLAGES	Toponymie des terres et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone	
	Terres Walo au Sénégal dans la région du Fleuve	
THIAMAF	<p>A) <u>Fondé</u></p> <p>1 - Mballadji : pastèques, samé, courge, niébé,                   maïs</p> <p>2 - Loboudou Birom Diéri : idem</p> <p>3 - Louvré Nianghré : idem</p> <p><u>Dans la région du Sénégal Oriental</u> <u>Zone de Moudéri (Bakel)</u></p> <p>B) <u>Kollangal</u></p> <p>1 - Velma : pastèque, samé, niébé, courge</p> <p>2 - Tiangol, Valtoundé : idem</p> <p>3 - Godié : idem</p> <p>C) <u>Falo</u></p> <p>1 - Sérouka : calebasse, courge, maïs,                   niébé, patate, gombo, tomate</p>	<p>D) <u>Diéri</u></p> <p>1 - Gabi, niénico, niébé</p> <p>2 - Niarouval Bocar Foulé : niénico; niébé</p> <p>3 - Paravol Koba : " "</p> <p>4 - Kadiel Diobolel :</p> <p>5 - Thiavalol : arachide</p> <p>6 - Kibili : arachide</p> <p>E) <u>Marigots</u></p> <p>1 - Kounady Thianiaf</p> <p>F) <u>Espaces pastoraux</u></p> <p>1 - Paravol Koba</p> <p>2 - Kadiel Diobolel</p> <p>3 - Level Bali</p> <p>Ferlo (espaces fréquentés)</p> <p>1 - Appé</p> <p>2 - Wouri</p> <p>3 - Gourel Seydou</p> <p>G) <u>Forêts déperies</u></p> <p>1 - Paravol Koba</p> <p>2 - Kadiel Diobolel</p> <p>3 - Loboudou Biram</p> <p>4 - Loboudou Moussa</p> <p>5 - Tiangol</p>
SINTHIOU DEMBA	NON ENQUETE	
LEVEL BALI	Cultivé dans le terroir de Yacine Laké	

SOUS-ZONES VILLAGES	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone			
	<u>Terres Diéri</u>	<u>Céanes et marigots</u>	<u>Espaces pasto- raux</u>	<u>Transhumance</u>
Gawdé Bofé Walo Kollangal Thiavalol	1 - Oulidia Mouldé : niénico 2 - Tiangol Bodédia : " 3 - Louti Malada : " 4 - Niangol Sénobala : souna 5 - Tiangal Founangué : maïs 6 - Belgoundodji : féla	Céanes 1 - Samambé	1 - Belgoundodji 2 - Niarouval	1 - Sanghré 2 - Ferlo
Alana, Walo Kollangal Thiavalol	1 - Fondé : niénico 2 - Maréna : " 3 - Séno : souna, sanio, arachide 4 - Bodey Lala : féla, niénico 5 - Doubel : " 6 - Bokel Diami : " 7 - Lavol Bakel	Céanes 1 - Fondé	1 - Niarouval 2 - Séno Mamadou Penda 3 - Séno Poulo Fouta 4 - Doubel <u>Forêts dépéries</u> 1 - Sangharé	1 - Sangré 2 - Ferlo <u>Sénégal-Oriental</u> 1 - Bordé Diawara 2 - Gourel Dialloubé
KAWAL	1 - Séno : souna, arachide 2 - Niarouval : souna, arachide 3 - Soyndé Kawal : fela 4 - Labol Thiavolel : samé, niénico 5 - Lavol Alama : samé, niénico	Céanes 1 - Bouli Arnangué	1 - Niarouval 2 - Séno  Forêt dépérie 1 - Koyninguel	1 - Sanghré 2 - Ferlo
BONDJI WALI	1 - Niarouval Bovdé Modi: niénico 2 - Niarouval Bélel Goundodji : niénico 3 - Louti 4 - Lougui pouré : riz, féla 5 - Faro, Veyndou Modi : riz, féla 6 - Séno Bobaral : arachide, souna 7 - Niarouval Béri Boval : niénico 8 - Bélel Tafa	Céanes 1 - Bouli Doubel Marigots  1 - Soya 2 - Lougui pouré	1 - Paravol Koba 2 - Kadiel Diobolel 3 - Level Bali  Forêts dépéries 1 - Mawdi Béli 2 - Pouré 3 - Thioya 4 - Lougué 5 - Loti	Sanghré Ferlo
BONDJI NDIORO	cultive dans le terroir de Bondji Wali			

SOUS-ZONES VILLAGES	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone			
	<u>Terres Diéri</u>	<u>Céanes et marigots</u>	<u>Espaces pastoraux</u>	<u>Transhumance</u>
WALIDIALA	1 - Thiangol Barkédie : féla, niénico 2 - Thiangol Talibaba : arachide, souna niébé	Céanes 1 - Bouli Doubel	1 - Paravol Koba 2 - Kadiel Diobolel	<u>Au Lawré</u> <u>Alama</u> <u>Au Sénégal-</u> <u>Oriental</u> <u>Gabou</u>
THIAVALOL	1 - Nianengol : niénico, féla, riz 2 - Séno : arachide, souna 3 - Niarouval Bawdé Guélel : niénico 4 - Yondol : " 5 - Bawdé Thiové : " 6 - Gourel Banibo : " 7 - Paravol Koba : "	Céanes 1 - Sewndé  Marigot 1 - Poural	Paravol Koba Gourel Banibo Bawdé Thiové Niarouval	Sanghré Ferlo
GOUREL GUEDA	1 - Louti : niénico 2 - Faro : riz, féla 3 - Séno : arachide, souna 4 - Niarouval : niénico	Céanes 1 - Déamouldé	Niarouval	Sanghré Ferlo
OURO MBOULEL	1 - Niarouval : niénico 2 - Bargo : niénico 3 - Faro : riz, féla 4 - Séno : arachide, souna 5 - Gataké : niénico 6 - Toumboung Guerlo : niénico 7 - Paravol Koba	Céanes 1 - Goumel  Marigot 1 - Lougui	Niarouval Paravol Koba	Sanghré Ferlo
OURO SYLLAMAKA	1 - Paradji Sébé	dans l'espace de Ourou MBoulel		Sanghré Ferlo

SOUS-ZONES VILLAGES	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés(et fréquentés) par les villages de la zone			
TATA BATHILY	<u>Terres Diéri</u>	<u>Céanes et marigots</u>	<u>Espaces pastoraux</u>	<u>Transhumance</u>
	1 - Tiangol Tata B. : niénico	Céanes	Tiangol	1 - Sanghré
	2 - Niarouwal Vitndé Hiré : niénico	1 - Kodiolel	Niarouval	2 - Ferlo
	3 - Niarouval Sengou : niénico		Bogal	
	4 - Séno Lavol Ouli Bani : arachide, souna			
	5 - Bogal Bara : niénico			
	6 - Boki Baya			
	7 - Kolsé Bouthi			
	8 - Tiangol Oulouvandou : niénico			
GAWDE WAMBABE				
	1 - Louti : niénico, féla	Céanes	Belel Goundojdi	1 - Sanghré
	2 - Bélel Goundodji : niénico		Niarouval	2 - Ganguel
	3 - Séno Balo : souna, arachide	1 - Diamouldé		3 - Mauritanie
BABANGOL				
	1 - Niargo : souna III, niénico, sanio, arachide	Céanes		
	2 - Séno Gourel lélé : niénico, sanio, arachide	1 - Gourel Famorv	1 - Niarouval	1 - Sanghré
	3 - Bélel Matel Demba : niénico, féla			2 - Ferlo
	4 - Louguel Kodié : maïs			
GANGUEL MAK				
	1 - Séno Thiangol Lougoungol : sanio, arachide	Céanes		
	2 - Tiangol Guilel : arachide, sanio	1 - Boki	1 - Niarouval	1 - Sanghré
	3 - Toulal : Souna III	2 - Siabé		2 - Ferlo
	4 - Vitndé : sanio	3 - Thiaski		
	5 - Bogal Doumalé : polyculture	4 - Sewndé		
	6 - Firlou Ouro : sanio			
GANGUEL MAME DEMBA				
	1 - Goumal : niénico, souna III, souna local	Céanes		
	2 - Séno Kadiat Famory : sanio	1 - Niandé	1 - Niarouval	1 - Sanghré
	3 - Toumboungadia : sanio	2 - Irnongué	<u>Forêts dépéries</u>	2 - Ferlo
	4 - Séno Bathie : arachide	Marigots	1 - Bogal Demba Sadio	
		1 - Thiévalol	2 - Mbélone	
		2 - Kollé	3 - Tougo	

SOUS-ZONES VILLAGES	Toponymie des terrains et points d'eau appropriés (et fréquentés) par les villages de la zone			
	<u>Terres Diéri</u>	<u>Céanes et marigots</u>	<u>Espaces pastoraux</u>	<u>Transhumance</u>
APPE DIAOUBE	1 - Barga : sorgho 2 - Séno : souna; arachide, sanio, féla	Céanes 1 - Bouli Doubé	1 - Niarouval 2 - Sanghré	Ferlo 1 - Patoki 2 - Lobougal
APPE RANGHABE	1 - Séno : sanio, souna, arachide	Céanes 1 - Appé Doubé Marigots 1 - Vendou Appé	1 - Appé Diré 2 - Séno	1 - Patoki 2 - Lobougal
APPE SAKHOBE	1 - Barga : niénico 2 - Séno Tiasgal : sanio, arachide 3 - Firlo Ouro : Souna III, maïs, arachide 4 - Vendou Kolé : niénico	<u>Marigots</u> 1 - Bêlal	Niarouval Sanghré	Ferlo Patoki Lobougal
APPE DIALLOUBE	non enquête	: 1 seul carré		
BOULI BANA	non enquêté	: 4 carrés		

RP4

//)/ ote

sur l'expérience des

C U M A

----

Etude Projet Recherche Action  
sur les nouvelles stratégies de  
développement rural dans le bassin  
du Fleuve-Sénégal

----

SONED-AFRIQUE

142, Rue de Bayeux

Dakar (SENEGAL)

Mars, 1984

## I - IDENTIFICATION DES C U M A

<u>Date de création</u>		<u>Année de démarrage</u>
- Guédé .....	1975	1976
- Nianga .....	1981	1981
- NDombo-Thiago .....	1977	1981

<u>Nombre de membres</u>		<u>d'hectares</u>	<u>de groupes</u>
- Guédé 25 + 75	= 100	50	4
- Nianga .....	92	102	7
- NDombo-Thiago	355	248	5

		<u>Nombre de cultures</u>	
	<u>d'hivernage</u>	<u>de contre-saison froide</u>	<u>chaude</u>
- Guédé	-	-	-
- Nianga	3	-	2
- NDombo	3	2	2

## II - ORGANISATION DE LA C U M A

### 2.1 - Mode d'exploitation (1)

Chaque membre de la C U M A possède une parcelle individuelle à Guédé, Nianga et NDombo-Thiago.

---

(1) à Gaè : parcelles collectives par groupement de 15 membres.

## 2.2 - Structure coopérative

Les membres exploitant un secteur ou maille constituent un groupement dirigé par un chef.

L'ensemble des groupements forme la C U M A qui élit un Conseil d'Administration composé d'un Président, un Trésorier, un secrétaire, un responsable à la commercialisation, un responsable au crédit et 4 membres.

En principe, il existe une phase probatoire permettant de sélectionner les bons membres (ou bons producteurs) qui seront les coopérateurs définitifs.

Il nous a paru qu'une information objective sur la gestion des C U M A ne descend pas jusqu'au niveau des coopérateurs de base qui ne sont pas toujours associés à la prise des décisions qui engagent l'avenir des C U M A(2).

Le temps imparti à l'enquête n'a pas permis de tester le niveau réel de maîtrise de la gestion par les présidents et chefs de groupement avec lesquels nous avons eu un entretien(3). Cependant, nous pouvons dégager quelques impressions que nous avons tirées de ces rencontres, et de l'exploitation de certains documents afférents aux C U M A (4)

- 
- (2) Un Président de C U M A nous déclare ceci "donnez moi une superficie et un équipement suffisants, je pourrais me passer de toute assistance technique extérieure".
  - (3) Les présidents des C U M A de Guédé, de Nianga, de NDombo Thiago et le chef de groupement D de NDombo
  - (4) Documents SAED et du colloque sur la mécanisation agricole dans le Bassin du Fleuve Sénégal.



### III - LA GESTION DANS LES C U M A

Dans les C U M A , la gestion est assez complexe. C'est un domaine qui couvre en réalité quatre branches :

- 1 - la gestion agro-technique ;
- 2 - la gestion du matériel ;
- 3 - la gestion du personnel ;
- 4 - la gestion financière.

Ces quatre volets permettent de définir la gestion économique de la C U M A qui doit assurer son efficacité et sa rentabilité.

Or il n'est pas facile pour les coopérateurs (la plupart ne sachant ni lire, ni écrire en français ou en arabe) de maîtriser cette gestion, sans une assistance soutenue et une formation continue, sans la stabilité de certains dirigeants dans leurs fonctions pour leur permettre d'acquérir l'expérience dans l'action (5).

#### 3.1 - La gestion agro-technique

L'analyse de l'application des thèmes et normes techniques comme celle du programme agricole (intrants), laisse apparaître un certain nombre de problèmes :

- le semis direct est préféré au repiquage jugé fatigant par certains membres ;
- l'engrais de fond n'est pas appliqué dans certaines C U M A (NDombo) tandis que la norme d'engrais de couverture n'est pas partout respectée ;
- le désherbage manuel est souvent médiocre, alors que les herbicides (qui coûtent cher) ne détruisent pas toutes les espèces d'herbes, selon les techniciens ;

---

(5) Si la C U M A de Nianga n'a changé qu'une fois de président, par contre celle de Guédé a eu à remplacer trois présidents et à exclure certains membres.

- la protection des végétaux est parfois déficiente et la lutte contre certaines maladies est parfois inexistante du fait qu'elle exige des produits phytosanitaires que beaucoup n'utilisent pas ;
- l'irrigation pose problème là où il y a : rupture de stock de carburant, panne de GMP, tours d'eau mal organisés ;
- la double culture n'est pas pratiquée par tous les groupements pour diverses raisons : manque ou salinité d'eau, indisponibilité de certains membres.

### 3.2 - La gestion du matériel

Si à Nianga, l'irrigation dépend de la station de pompage (pour le grand périmètre), par contre Guédé et NDombo Thiago disposent de Groupe Moto Pompe (G M P).

L'approvisionnement en carburant et lubrifiant est généralement assuré par la SAED, mais parfois la C U M A est amenée à en acheter directement par ses moyens propres.

A cet égard, quatre problèmes sont posés sous forme de questions :

- 1) Pourquoi a-t-on supprimé la détaxe du carburant (agricole) ?
- 2) Peut-on envisager pour les CUMA des commandes directes par appel d'offre ?
- 3) Dans ce cas, la livraison peut-elle se faire au siège de la CUMA qui dispose de citernes de stockage ?
- 4) Et sera-t-il possible d'assurer le règlement sur le fonds de roulement ?.

Le fonctionnement de l'équipement préoccupe les dirigeants de CUMA, alors que l'encadrement se soucie de la constitution du fonds d'amortissement de ce matériel.

D'une part, l'entretien et les réparations sont des opérations que les paysans ne semblent pas encore dominer à cause de l'inexistence de stock de pièces détachées au niveau de la CUMA.

D'autre part, l'approvisionnement en carburant, lubrifiant et graisse des engins motorisés exige des sorties régulières de fonds.

Or ces différentes opérations accusent souvent des retards préjudiciables au fonctionnement des CUMA.

Enfin à Ndombo-Thiago, la SAED offre des services gratuits de main-d'oeuvre en matière d'entretien et de réparation alors, qu'à Guédé et Nianga de tels frais sont supportés par les CUMA.

A Nianga, l'eau fournie à la CUMA à raison de 25 000 F/ha est subventionnée, selon les techniciens.

Par contre, une billonneuse inadaptée au tracteur de la CUMA de Nianga est utilisée sans contre-partie par la SAED qui, de son côté, déclare avoir souvent assuré, à titre compensatoire, des opérations de billonnage "gratuites" pour la CUMA avec le tracteur de l'Etablissement.

Les présidents de CUMA connaissent la composition du parc matériel, mais ils ignorent le montant du capital investi pour l'acquisition de cet équipement.

Ils connaissent les sommes dépensées en carburant et lubrifiant, en pièces détachées et en personnel, sans faire de rapprochement avec les prix de revient des opérations mécanisées.

Si bien que dans toutes les CUMA, les coûts réels et le suivi horaire des opérations mécanisées n'étaient pas rigoureusement observés, avant que l'OMVS n'installent des enquêteurs auprès des CUMA pour s'occuper de ces tâches.

De ce fait, les tarifs appliqués par les CUMA (et aussi par la SAED) sont, en dessous de la réalité des prix. Et si cette pratique continue dans les CUMA, il sera difficile d'approvisionner le fonds d'amortissement destiné au renouvellement du matériel lorsque celui-ci aura atteint sa limite d'âge.

### 3.3 - La gestion du personnel

Elle devrait s'intégrer en réalité dans la gestion du matériel, dans la mesure où c'est ce personnel qui fait fonctionner cet équipement. Il s'agit de conducteur de tracteur, de gardien, de pompiste, de surveillant de batteuse... Ce personnel est rémunéré suivant des modes différents selon les CUMA.

Les unes offrent une parcelle au personnel, plus un petit appoint financier mensuel (cas de Guédé), tandis que d'autres donnent un salaire mensuel (sans parcelle) pendant toute l'année. Certaines CUMA payent même des heures supplémentaires. Les charges en personnel semblent lourdes pour certaines CUMA qui maintiennent une main d'oeuvre permanente dans certains postes où il faudrait des temporaires.

Actuellement la SAED demande à la CUMA de NDombo-Thiago de prendre en charge un mécanicien et un maganisiier.

### 3.4 - La gestion financière

Cette gestion aurait dû concerner les fonds de roulement en compte courant pour le fonctionnement et un fonds d'amortissement en compte bloqué pour le renouvellement du matériel, ces deux comptes étant ouverts par les CUMA à la Banque(6).

---

(6) A NDombo, certains groupements disposent d'une caisse alimentée par une cotisation mensuelle des membres.

A Guédé et à Nianga, les présidents expliquent qu'après chaque campagne, la récolte est répartie en quatre parts réservées respectivement :

- 1 - à l'amortissement ;
- 2 - au remboursement des dettes SAED ;
- 3 - au fonctionnement ;
- 4 - à l'auto-consommation et à la vente s'il y a surplus.

Si cette répartition était respectée, le fonds de roulement et d'amortissement seraient régulièrement alimentés. Or, tel ne semble pas être le cas.

A Guédé, comme à Nianga, les deux fonds semblent être confondus dans un compte courant, dans la mesure où tous les fonds sont mobilisables et souvent mobilisés pour réaliser :

- des opérations de fonctionnement : achat de pièces détachées ou de carburant et lubrifiant, paiement du personnel (cas de Guédé et Nianga) ;
- des avances à des producteurs ayant déposé leur récolte en attente d'être payés (cas de Nianga) (7) ;
- des prêts consentis à certains membres (cas de Guédé).

La situation financière de la CUMA de NDombo Thiago semble plus correcte du fait de l'assistance apportée par la Caisse Centrale de Coopération Economique qui a déposé le fonds initial de roulement (1 800 000) par groupement. Ce fonds supporte les lubrifiants, les produits phyto-sanitaires, les pièces détachées, tandis que la caisse du groupement (alimentée par les cotisations des membres et le produit des prestations de service externes) prend en charge le personnel de la CUMA.

A NDombo-Thiago, par exemple, le fonds d'amortissement du groupement D est régulièrement alimentée après chaque campagne et le compte effectivement bloqué.

Les CUMA sont indépendantes dans la gestion financière. Les chèques sont signés par le Président et le Trésorier sous leur responsabilité.

---

(7) Il y a le cas particulier de la CUMA de Nianga qui a acheté au Sine-Saloum des charrettes qu'elle revend à ses membres.

#### IV - LA GESTION ECONOMIQUE

Dans le cadre de la CUMA, la gestion économique fait la synthèse des éléments contenus dans les quatre branches précédentes, à travers les deux composantes essentielles que sont les produits (dépendant de la valeur de la production) et les charges (contenues dans le coût de production) dont l'équilibre signifie une bonne gestion.

S'agissant de l'exploitation du matériel agricole :

A) les recettes sont constituées par

- i) le produit des opérations mécanisées pour le compte des groupements de la CUMA ;
- ii) le produit des prestations fournies aux exploitants extérieurs à la CUMA ;
- iii) les cotisations (NDombo-Thiago), produit de champ collectif (Guédé) ou des redevances des coopérateurs qui devraient servir à assurer la maintenance des aménagements.

B) les charges sont constituées par

- i) les charges d'amortissement qui doivent tenir compte de l'évolution des prix des matériels pour l'auto-financement de l'équipement à renouveler ;
- ii) les dépenses de fonctionnement du matériel : entretien et réparations, pièces détachées, charge du personnel ;
- iii) les charges pour l'entretien des aménagements hydro-agricoles qui déterminent l'utilisation du matériel agricole.

Or pour qu'il y ait une bonne gestion économique et que la production puisse supporter l'ensemble des charges, il est nécessaire :

- i) que les exploitants appliquent les thèmes et normes techniques (réf. 3.1) pour accroître la productivité de leur travail ;
- ii) que la double culture soit pratiquée avec une superficie suffisante par exploitant (réf. 3.1) ;
- iii) que la vérité des prix soit observée en tenant compte des coûts réels d'exploitation du matériel (cf. 3.2) ;
- iv) que les charges de fonctionnement ne soient pas alourdies par l'engagement d'un personnel permanent qui n'est pas employé à plein temps (cf. 3.3) ;
- v) que le matériel et les aménagements soient en bon état de fonctionnement (cf. 3.3) ;
- vi) que la gestion financière respecte les principes de base de la CUMA, notamment celui de l'amortissement (cf. 3.4) ;
- vii) que les dirigeants de la CUMA soient tenus de faire des sessions de préparation de campagne (avant hivernage et contre-saison) et des bilans critiques (après ces mêmes campagnes) en réunion d'Assemblée Générale de la CUMA (réf. 2.2) ;
- viii) qu'il soit ouvert un cahier d'exploitant CUMA (possible à NDombo à l'exemple du groupement D) permettant de suivre la situation de l'exploitation de chaque coopérateur (cf. 2.2) ;
- ix) qu'il soit organisé des sessions de formation sur la base des résultats concrets des campagnes agricoles aussi bien à l'intention des dirigeants que des membres de la CUMA (cf. 2.2) ;
- x) que le Conseiller de gestion apporte une assistance plus soutenue en matière de tenue des comptes (fonds de roulement et fonds d'amortissement), de suivi des temps de travaux du matériel, de vérité des prix des prestations mécanisées dans un but de formation pour le succès de l'entreprise CUMA (cf. 2.2).

RP5

EXEMPLES DES  
PROJETS DE DEVELOPPEMENT INTEGRES DE  
BAMBA THAIENE ET SEREO(REGION DU  
SENEGAL-ORIENTAL



PROJET DE BAMBA-THIALENE

Projet de Développement de la zone de Bamba Thialène (15 villages polarisés) arrondissement de Koumpentoum(Tambacounda)	Organisations paysannes	Organisations gouvernementales	Organisations non gouvernementales	Observations
<p align="center"><b>LA ZONE</b></p> <p>- 1 500 km<sup>2</sup>, 13 500 habitants dont 65 % de jeunes et d'enfants</p> <p align="center"><b>LES OBJECTIFS</b></p> <p>- Approvisionnement en eau potable</p> <p>- Formation dans les différents domaines d'activités</p> <p>- Faire de l'homme agent et maître de son propre développement</p> <p align="center"><b>REALISATIONS</b></p> <p>- Création de poulaillers collectifs</p> <p>- Bergerie et embouche bovine</p> <p>- Champs collectifs</p> <p>- Formation de 20 maraîchers</p> <p>- 12 pépiniéristes, 20 aviculteurs, 5 couples d'agriculteurs</p> <p>- Création d'une caisse de crédit agricole</p> <p>- Exploitation forestière pour la production de bois et de charbon</p> <p>- Reboisement de 23 hectares</p> <p>- Un poste de santé et un complexe maternité - P M I en construction</p> <p>- 15 cases de santé avec 16 matrones et hygiénistes.</p>	<p>- Comité d'action pour le développement de la zone de Bamba-Thialène supervisant</p> <p>* des groupements de producteurs</p> <p>* des coopérateurs</p> <p>* un crédit agricole</p> <p>* des comités de santé</p> <p>* des animateurs culturels</p>	<p>Service du Développement Social, Maître d'oeuvre</p>	<p>- Frais de fonctionnement assurés à 80 % par les cotisations et les produits des champs collectifs</p> <p>- Participation des</p> <p>* des ambassades des Pays-Bas, du Canada, des USA, de la RFA</p> <p>* de Caritas et Cathwel-Sénégal</p> <p>* Africare et ENDA</p> <p>* du Centre de Liberté et le groupe Partage OXFAM-Sénégal</p> <p>* des ONG européens</p>	<p>Un séminaire de pré-évaluation s'est tenu à Bamba-Thialène avec la participation des bailleurs de fonds partenaires du Comité, entre autres :</p> <p>* Groupe d'action et d'information pour le Développement (Alsace)</p> <p>* Groupe Rocheton (France)</p> <p>* Service Civil International</p> <p>* Association, Echange et Solidarité</p> <p>* Conseil des organisations non gouvernementales au Sénégal</p> <p>* ENDA-Tiers Monde</p>

PROJET DE SEREO

Projet de Développement Communautaire de SEREO (Arrondissement de Makacoulibatan - Sénégal- Oriental)	Organisations paysannes	Organisations gouvernementales	Organisations non gouvernementales	Observations
<u>Volet soins primaires de santé humaine</u> . formation d'hygiénistes de village dans 12 villages de santé . formation de matrones de village dans 8 vil- lages	Comité de santé	Service de santé	Association Française des Volontaires du Progrès	Zone anciennement encadrée par les missionnaires dont les activités étaient axées sur l'enseignement et la santé
<u>Volet soins vétérinaires de base</u> . formation et suivi d'hygiénistesvétéri- naires de village . formation de 13 éleveurs sur les soins vétérinaires de base et sur l'alimentation du bétail . dépôt de pharmacie centrale vétérinaire chez un hygiéniste . alphabétisation fonctionnelle des hygiénis- tes vétérinaires.	Groupement d'éleveurs	Service de l'éle- vage de Tamba  Service du Dévelop- pement Social		
- <u>Volet agro-pastoral</u> . deux projets maraîchers à Souaré et Maka- coulibantan . alimentation fourragère(ensilage et conser- vation de l'herbe et de résidus de récolte	Groupement de producteurs	C E R de Makacouli- bantan		
- <u>Volet hydraulique</u> . alimentation de puits pastoraux installés à Saré Diamo Kolinka et Saré Ouro . fonçage et réparation de puits  . système d'exhaure à traction animale . programme de maintenance et d'hygiène des puits	Comité de gestion hydraulique	Service de l'hydraulique		

B I B L I O G R A P H I E

- Etude de réhabilitation et de factibilité des périmètres d'irrigation sur la Rive Gauche du Fleuve Sénégal par le GERSAR, 1982 à 1984 (en cours).
- Etude "Hydraulique Villageoise Nord-Sénégal" SONED/BRGM, 82 AGE 039  
Juillet 1982.
- Elaboration du Plan directeur Forestier du Sénégal par la SCET, 1980.
- Documents SAED et du Colloque sur la mécanisation agricole dans le Bassin du Fleuve Sénégal.
- Communication du Ministre du Développement rural sur la Nouvelle Politique Agricole du Sénégal, Conseil interministériel, 16 avril 1984.
- Exploitation dans le Journal "Le Soleil" de Janvier 1983 à Avril 1984 des comptes rendus réalisés sur les projets entrepris au niveau des différentes régions du Sénégal (identification des projets et des structures).

## A N N E X E S

- Carte de la zone

- Carte des équipements et des structures